

Colloque-hommage au Président René MONORY

« Les pieds ancrés dans la terre, l'avenir pour horizon »
Leçons pour aujourd'hui

8 juin 2023

Salons de Boffrand de la Présidence du Sénat



FONDATION ROBERT
SCHUMAN



Colloque en hommage à René Monory

ancien ministre
ancien président du Sénat

« Les pieds ancrés dans la terre, l'avenir pour horizon » Leçons pour aujourd'hui

Palais du Luxembourg
Salons de Boffrand de la Présidence du Sénat
Paris - 8 juin 2023

9h30 : Ouverture par M. Gérard Larcher, président du Sénat

10h00 : Introduction par MM. Pierre Méhaignerie, Jean-Dominique Giuliani et Alain Pichon

10h30 : Présentation par Mme Michèle Monory et projection du film

« Soyez réalistes, demandez l'impossible »

Réalisation : Tristan Guerlotté - Gildas Nivet - Michèle Monory - Narrateur : Bernard Pinet
Grenouilles Productions

11h00 : Contributions de MM. :

- Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier ministre, ancien sénateur de la Vienne
- François Bayrou, Haut-commissaire au Plan, ancien ministre, président du MoDem, ancien président du CDS, de l'UDF et de Force démocrate
- Thierry Breton, Commissaire européen au Marché intérieur, ancien ministre, ancien conseiller au cabinet du ministre de l'Éducation nationale, ancien chef du projet du Futuroscope
- Jean Arthuis, ancien ministre, ancien Rapporteur général du Budget au Sénat
- Hervé Marseille, président du groupe Union Centriste du Sénat
- Alain Fouché, sénateur honoraire et ancien président du Conseil général de la Vienne
- Michel Pébereau, président d'honneur de BNP Paribas, président d'honneur de la Fondation BNP Paribas, ancien directeur de cabinet du ministre de l'Économie et des Finances
- Jean-Jacques Bonnaud, ancien président du groupe GAN-CIC, ancien directeur de cabinet du ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat
- Jean-Louis Héryn, Secrétaire général honoraire du Sénat

12h15 : Débat et interventions de la salle

13h15 : Fin des travaux

Gérard LARCHER

Président du Sénat

Je suis très heureux d'ouvrir ce colloque consacré à René Monory pour le centième anniversaire de sa naissance.

Je remercie celles et ceux qui sont à l'origine de cette initiative et, tout particulièrement, Pierre Méhaignerie, Alain Pichon et Jean-Dominique Giuliani. Je salue également Alain Fouché.

Homme résolument tourné vers le futur, René Monory marqua de son empreinte son département, la Vienne et sa commune, Loudun, mais aussi le Sénat, cette assemblée à laquelle il était si attaché.

Il comprend, avant l'heure, qu'il faut s'attaquer à cette fracture territoriale qui touche notre pays.

Il consacre son temps et son énergie à faire en sorte que cette France que j'ai qualifiée de « France d'à côté », dans un rapport à François Hollande en 2015, ne soit pas oubliée à l'heure de la mondialisation.

Ce fils de mécanicien et d'employée de ferme a un parcours hors du commun. Il est le symbole d'une promesse républicaine fondamentale, celle de l'ascension sociale.

Son ascension politique est tout aussi fulgurante : maire de Loudun (1959), conseiller général (1963), président du Conseil général (1977), René Monory ne cesse de gravir les échelons et de mettre la décentralisation au service du développement de son territoire pour préparer l'avenir.

Il amène son département à des actions pilotes de gestion informatique et de développement rural ou culturel.

Sa compréhension des autres et de la France, il les doit d'abord à la Vienne et à Loudun. Il se définit lui-même comme un « *homme de bon sens formé sur le terrain à travers les luttes quotidiennes* ».

Il fait confiance aux hommes qui l'entourent et est à l'écoute de ses administrés. La porte de sa mairie est toujours ouverte. Aux élections sénatoriales du 22 septembre 1968, il se présente sous l'étiquette de l'Union des républicains démocrates, animée par Jean-Marie Bouloux, conseiller général, maire de Montmorillon. La profession de foi rédigée par René Monory pour ces élections porte en germe les principaux axes de son action politique nationale : adaptation de la France aux mutations économiques, encouragement de la décentralisation, promotion du Sénat et de son rôle législatif. Il écrit alors : « *Je défendrai le Sénat en tant qu'assemblée législative. Je suis conscient de la nécessité d'une adaptation du Sénat à la vie actuelle, compte tenu de l'évolution rapide de l'économie. Je considère que le sénateur doit rester le défenseur des communes et doit travailler en permanence et en collaboration avec les élus des collectivités locales.* »

À son arrivée au Palais du Luxembourg, René Monory s'inscrit logiquement au groupe de l'Union Centriste des démocrates de progrès (CDP), alors présidé par André Colin.

Fidèle à ses engagements, il se concentre, en se projetant vers l'avenir, sur ses sujets de prédilection : l'évolution de l'économie et la décentralisation. Dans l'hémicycle, il est présent sur tous les fronts : il participe à la discussion des projets de loi relatifs à la gestion communale et aux libertés communales (décembre 1970), à la fusion et au regroupement des communes (juin 1971), à la

création et à l'organisation des régions (mai 1972), aux projets d'aménagement et aux plans d'urbanisme ainsi qu'à la création de la taxe professionnelle (juin 1975).

En 1973, il est rapporteur de la commission de contrôle des écoutes téléphoniques du Sénat que présidait Pierre Marilhac.

Cet homme du Centre s'implique pleinement dans la création du Centre des démocrates sociaux aux côtés de Pierre Méhaignerie, de Jean Arthuis et de François Bayrou. Il déclare : « *Le CDS est mon port d'attache. J'ai choisi un parti libéral, attaché à la décentralisation, à la création de richesses, au progrès social, à l'Europe.* »

Membre de la commission des Finances, alors présidée par un sénateur des Yvelines, Édouard Bonnefous, Chancelier de l'Institut, il devient Rapporteur général du Budget en 1975. Valéry Giscard d'Estaing le remarque immédiatement et lui propose, dès son élection à la présidence de la République, de devenir ministre de l'Industrie et du Commerce, puis ministre de l'Économie et des Finances.

De retour au Sénat, il continue inlassablement son combat en faveur de la décentralisation et des collectivités territoriales. Compte tenu des fonctions qu'il a occupées, il retrouve la commission des Finances. Son cheval de bataille sera la création du mouvement de défense des épargnants.

Il souhaite que le Sénat soit « *une assemblée constructive et combative* ». Le président du Conseil général de la Vienne ne craint pas de dire qu'il soutient les lois de décentralisation présentées par Gaston Defferre qui donnent davantage de pouvoir au département.

Lors du conseil politique du CDS en avril 1982, il déclare : « *La dignité et la liberté de l'homme ne passent pas seulement par le développement matériel. Il faut imaginer. Il faut inventer. Il faut se servir de*

certaines évolutions technologiques comme l'informatique pour transformer notre société, en lien avec les collectivités locales. »

Ministre de l'Éducation nationale de Jacques Chirac, en 1986, il proclame la nécessité d'imprégner le système scolaire des innovations technologiques, d'y faire souffler l'esprit d'entreprise, et déplore la représentation vieillotte du monde économique dans les manuels scolaires.

Il invente même un mot nouveau : « *l'imaginatique* », alliance de l'imagination et de l'informatique, qu'il veut mettre au pouvoir dans les collèges et les lycées.

René Monory lance donc son propre plan d'informatisation des écoles de son département.

Il est un bâtisseur déterminé à changer le cours des choses, comme l'illustre l'exceptionnelle réalisation du Futuroscope qu'il entreprit avec, à ses côtés, Thierry Breton. Ce fut une idée de génie que d'avoir osé et réalisé ce pari, envers et contre tous, quand personne ne croyait possible d'ériger cette cité du futur au milieu des champs de la Vienne. Ce site futuriste, associant au parc européen de l'image la formation de haut niveau et les nouvelles technologies, fut le fruit de l'imagination lumineuse et de la détermination à toute épreuve qui caractérisaient le « *vulgarisateur d'idées nouvelles* » qu'était René Monory.

Il fait de son ouverture à la modernité un instrument de la conquête de la présidence du Sénat qui fut la suite logique de ce parcours exceptionnel. C'était en 1992.

Lors d'un discours à la tribune, il promet d'être « *un président convivial, avec une équipe et des idées tournées vers l'avenir* ».

« *René Monory, c'est la III^e République plus les logiciels* » ont alors dit certains de ses collègues. Durant les six années où il exerce les fonctions de président du Sénat, il n'a de cesse de faire en

sorte que cette assemblée soit en avance sur son temps avec l'aide précieuse de Jean-Dominique Giuliani, son directeur de cabinet.

Ce passionné des nouvelles technologies y fait entrer très tôt l'informatique et internet. C'est aussi lui qui est à l'origine, avec Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale, de la création d'une chaîne de télévision parlementaire.

Un an après son élection, en novembre 1993, le journal *Le Monde* évoque « *l'embellie du Sénat* » et souligne « *l'arrivée d'une majorité de droite écrasante à l'Assemblée nationale, rend au Sénat un rôle de modérateur qu'il ne jouait plus guère depuis 1981.* »

Dans le même temps, le Sénat s'ouvre sur l'Europe et sur le monde, ce qui se traduit par la création d'une division des relations internationales ; René Monory, promoteur de la diplomatie parlementaire, a reçu à la présidence du Sénat 147 chefs d'État, de gouvernement et présidents de Parlement. Il accueille le chancelier allemand Helmut Kohl qui s'exprime dans l'hémicycle du Sénat en 1993. Ce grand Européen s'engage, lors du référendum en 1992, en faveur du traité de Maastricht.

René Monory est au Sénat l'un des grands acteurs de la relance des politiques d'aménagement du territoire. En 1993, il déclare : « *La décentralisation est inachevée, elle mérite d'être relancée* ». Un axe que vont poursuivre à sa suite Jean-Pierre Raffarin et Alain Fouché, ainsi qu'Yves Bouloux et Bruno Belin.

Je garde en mémoire le souvenir d'échanges passionnants que nous avons eus en 1994 notamment autour de la mission d'information, présidée par Jean François-Poncet, chargée d'étudier les problèmes de l'aménagement du territoire dont je fus le rapporteur avec Roland du Luart.

Cette mission se projetait vers le futur,

souhaitant un autre État à l'image de ce que devait être la société de demain, plus protectrice des droits des individus, intégrés dans un groupe humain plus solidaire, mais aussi rendu plus fluide par les nouvelles technologies de communication. Un État qui devait être fort dans une structure décentralisée approfondie.

Cette mission démontre que la détermination des collectivités décentralisées comme « chefs de file » dans les grands secteurs d'aménagement permet de renforcer les initiatives et le développement local pour mieux préparer l'avenir. Je me souviens de la simplicité de René Monory, lui qui assistait parfois aux travaux des commissions parlementaires se mêlant aux autres sénateurs.

En 1996, toujours visionnaire, René Monory souhaite que ce mouvement de décentralisation soit accompagné d'un vigoureux effort de déconcentration. Il déclare alors : « *C'est d'une complémentarité entre l'action des élus locaux et celle des autorités déconcentrées de l'État, enfin regroupées et coordonnées, que pourra venir une politique publique efficace sur le plan économique et profitable en termes d'activité.* »

Durant ces six années, il retournera se ressourcer dans son département de la Vienne, il veillera au succès du Futuroscope aux côtés de Jean-Pierre Raffarin, alors président de la Région Poitou-Charentes.

Le 25 juin 1998, lorsqu'il prononce le traditionnel discours de fin de session, dans lequel il retrace les grandes lignes de l'activité de législation et de contrôle, René Monory dresse le bilan de son action à la présidence du Sénat. Il se félicite des réformes administratives entreprises dans le domaine de la communication et des technologies nouvelles. Fidèle aux thèmes qui lui tiennent à cœur depuis sa première élection au Sénat trente ans plus tôt, il invite ses collègues et le Gouvernement à travailler sur « l'association de ces trois mots : mondialisation,

exclusion, formation » et, en particulier, appelle à « *décentraliser la formation* ».

J'ai le souvenir d'avoir siégé au Bureau aux côtés du président Monory comme vice-président du Sénat et d'avoir, à sa demande, présidé le comité de parrainage pour la commémoration de l'abolition de l'esclavage.

Lors de la séance solennelle en hommage à Victor Schœlcher, le 20 avril 1998, il déclare : « *Je suis de ceux qui pensent que la société ne peut, et ne doit être conçue qu'autour de la personne humaine, son respect, sa liberté, sa promotion et son développement. La personne, ce n'est pas seulement l'individu, avec sa condition matérielle, c'est d'abord et avant tout un être d'esprit et de pensée, c'est l'homme avec sa dimension spirituelle. Le monde dans lequel vivront nos enfants devrait être meilleur parce que notre civilisation aura encore progressé.* »

René Monory, homme de caractère, grand humaniste tourné vers l'avenir, était un homme engagé au sens plein du terme pour sa commune, son département et pour la France. Il aurait sans nul doute été favorable à la nouvelle phase de la décentralisation que le Sénat appelle de ses vœux et prépare concrètement dans un groupe de travail transpartisan.

Rien n'aurait été possible sans le soutien de son épouse Suzanne et de sa fille Michèle, ici présente.

« *Les pierres ont de la mémoire* » écrit Sylvain Tesson.

En ce centième anniversaire de sa naissance, les pierres du Palais du Luxembourg et du Petit Luxembourg portent la mémoire de René Monory.

Pierre MÉHAIGNERIE

Ancien ministre, ancien président du CDS Président de l'Amicale du MRP

Je remercie le président Larcher d'avoir accepté de présider ce colloque.

J'y associe Jean-Dominique Giuliani et les élus du département de la Vienne et de Loudun.

Les membres de l'Amicale du MRP que je préside, les anciens membres du CDS dont René Monory était un des responsables, ont souhaité ce colloque. Pourquoi ?

Il y a dans la vie et dans l'action de René Monory des messages qu'il faut entendre, des messages qui peuvent guider les responsables politiques d'aujourd'hui.

Je vous en livre cinq qui m'ont marqué. Ils sont tout à fait d'actualité.

Le premier a trait au fait qu'aujourd'hui il y a un fossé entre les élites et le peuple. Pour comprendre les autres, il faut d'abord les connaître. Il est important que des élus aient d'abord affronté les réalités locales. J'aime sa phrase : *« L'homme politique doit avoir les pieds ancrés dans la terre et le regard fixé sur l'horizon. »* Cette philosophie reflète tout à la fois son attachement à Loudun et à la Vienne, et sa vision de l'avenir, avec la construction du Futuroscope.

Un autre aspect important était son attachement à la décentralisation et à l'aménagement du territoire. *« La décentralisation, a-t-il dit, ne sera efficace que lorsque les administrations centrales accepteront vraiment de laisser la bride sur le cou des acteurs locaux »*. S'émanciper

des excès de la tutelle étatique et d'un système trop vertical reste un défi d'actualité.

René Monory avait une passion pour l'ouverture au monde et, en particulier, pour l'Afrique. Il a dit *« je me félicite que notre société soit plus ouverte, plus métissée, moins compartimentée »*. Il avait évoqué l'idée d'un plan Marshall européen à l'égard de l'Afrique lorsqu'il était président du Comité intérimaire du Fonds Monétaire International. En dix ans, il a encouragé la mise en place de quinze jumelages avec des communes du Burkina Faso.

Valoriser l'intelligence des mains, donner confiance aux jeunes quelle que soit leur origine, combattre un sentiment de déclassement, étaient des motivations très fortes chez lui. Ministre de l'Éducation, René Monory a cherché à jeter des ponts entre les deux univers qui s'ignorent encore trop souvent : l'entreprise et l'Éducation nationale.

Et enfin, avait-il dit : *« Le CDS est mon port d'attache. J'ai choisi le CDS, un parti libéral, attaché à la création de richesses, au progrès social, à l'Europe. Accepter des compromis est une forme de respect pour ceux qui ne partagent pas ma vision politique »*. Je partage entièrement ce point de vue, qui exprime parfaitement la façon dont le Centre conçoit l'action politique.

Pour nous tous ici, René Monory a su lier la pensée à l'action.

C'était sa force, que nous saluons aujourd'hui.

Jean-Dominique GIULIANI

Président de la Fondation Robert Schuman

Lorsque Pierre Méhaignerie m'a indiqué vouloir consacrer un colloque à René Monory à l'occasion de ce qui aurait été son centenaire, je lui ai immédiatement indiqué que la Fondation Robert Schuman, dont il fut l'un des fondateurs, s'associerait à cette initiative. J'étais tout particulièrement motivé, ayant accompagné son parcours sénatorial pendant plus de quinze ans.

J'ai, en effet, partagé avec lui son engagement européen et international, son savoir-faire politique, mais aussi son goût pour les technologies les plus avancées.

C'est la raison pour laquelle, fidèle à sa curiosité, je me suis permis d'interroger l'intelligence artificielle d'Open AI ChatGPT, lui demandant ce que René Monory avait laissé comme trace dans la politique française. Le résultat est conforme à ce qu'il aurait pensé de cette formidable innovation : A la fois vrai et faux !

Je cite : *« Le principal héritage de René Monory en tant que président du Sénat français réside dans son attachement à la transparence, à l'efficacité et à l'engagement international. Ses réformes et ses initiatives visaient à moderniser le fonctionnement du Sénat et à renforcer son rôle dans les contextes national et international. »* Précédé d'une description assez fidèle des réformes réalisées au sein de la haute Assemblée. René Monory a été un grand président du Sénat qui a démontré combien cette assemblée était utile. Il avait adopté le slogan : *« Deux chambres c'est deux chances pour les libertés »* et pour la confection de la loi. La situation politique actuelle nous rappelle toute l'actualité de cette assertion. Il a mis le Sénat

très souvent au cœur de la politique française. Son respect des institutions, sa modération, sa constance, son expérience, notamment dans le domaine de la politique économique l'ont conduit à exercer une forte influence sur la vie publique de notre pays. Quelques gouvernements ont été en partie composés, ici, dans ces murs !

En revanche, interrogée sur les relations entre René Monory et Helmut Kohl, qu'il invita - une première au Parlement français - à s'exprimer à la tribune du Sénat en 1993, au moment crucial de la création de l'euro, l'intelligence artificielle mélange un peu tout. Elle conclut que leur très forte relation n'avait pu se bâtir qu'au sein du Conseil européen, alors qu'il s'agit de liens d'influence, de convictions européennes partagées, devenus de solides liens d'amitié.

Et l'IA de conclure : *« Je m'excuse pour les informations incorrectes fournies dans ma réponse précédente »*. Après un examen plus approfondi, je n'ai trouvé aucune preuve substantielle suggérant une relation directe ou significative entre René Monory et Helmut Kohl, l'ancien chancelier allemand (1982-1998).

« Je m'excuse pour toute confusion causée par la réponse précédente et j'apprécie votre compréhension ».

C'est déjà cela, mais c'est la traduction de ce que pensait René Monory : Les technologies les plus avancées restent des outils, toujours étonnantes, mais encore peu fiables quand il s'agit de subtilités.

Il faut y investir autant que possible en gardant sa liberté d'appréciation et en préservant la place de l'Homme dans les processus de décision.

De fait, René Monory et Helmut Kohl étaient très proches et se reconnaissaient mutuellement comme des artisans concrets de l'amitié franco-allemande.

Car l'ouverture à l'international était naturelle pour René Monory qui, en sa qualité de président du Sénat a effectué plus de soixante-cinq voyages officiels. Il ne s'agissait pas de se promener mais de promouvoir les vues et produits français, d'appréhender les grandes évolutions à l'œuvre et de mieux comprendre le monde. L'Europe était au cœur de son engagement et il y a beaucoup contribué. Certains d'entre vous le diront. J'en suis un témoin reconnaissant.

Enfin je ne voudrais pas oublier d'exprimer l'admiration et l'affection que j'éprouvais pour René Monory. Il avait deux qualités qui sont trop rares aujourd'hui :

La force d'un caractère solide et inébranlable qui s'exprimait par un vrai courage dans ses

choix et ses décisions politiques. Il savait prendre ses risques. Cela nous manque.

Il avait aussi le courage de la fidélité. Tous ceux qui ont travaillé à ses côtés le savent et s'en souviennent. La trahison n'était pas de son monde.

C'est pour cela que vos contributions ont une grande valeur et qu'il faut vous remercier de votre présence. Peut-être conviendra-t-il de consacrer une autre fois, plus de temps et de recherche à l'héritage de René Monory, homme d'État atypique qui a honoré la politique française et marqué de son empreinte l'économie de la France, son territoire et ses institutions.

J'aurais, pour ma part, mille et une réflexions et autant d'anecdotes à partager.

Mais il convient aussi de partager le peu de temps de cette matinée...

Alain PICHON

Président du Conseil départemental de la Vienne

René Monory aurait eu 100 ans. Lui rendre hommage n'était pas un devoir, chère Michèle, c'était une évidence pour nous tous, tant il a fait pour notre territoire de la Vienne mais aussi pour la France, tant il aura bâti de grandes choses, à chaque étape de sa vie, dans chacune de ses responsabilités publiques, tant il aura donné sans rien attendre en retour.

L'homme au bleu de travail que tout destinait à la reprise de la petite entreprise familiale de Loudun, n'avait pas d'ambition personnelle. Il avait pour seule ambition celle de faire réussir sa terre natale.

Il aura finalement guidé plusieurs générations et donné un avenir à notre département. Il aura écrit l'histoire de notre territoire, cette histoire avec un grand H, celle qui fait entrer un territoire dans l'avenir et qui lui donne une identité.

Nous en sommes tous très fiers et 100 ans après, chacun se dit que s'il n'était pas passé par là et si les Loudunais ne lui avaient pas donné sa chance, la Vienne ne serait pas ce qu'elle est devenue.

Épris de liberté, c'était son seul rêve pour la société, il l'a mis en pratique en libérant la Vienne, en la faisant entrer dans le XXI^{ème} siècle bien avant l'heure.

Comment un jeune homme formé en lycée professionnel, malgré beaucoup d'avance dans sa scolarité, qui aura été à la fois mécanicien, maçon et cultivateur, a-t-il pu réussir une carrière politique, dont il n'aimait pas la qualifier ainsi ? Comment cet homme a-t-il pu devenir le deuxième personnage de l'État et présider cette institution dans laquelle nous nous retrouvons aujourd'hui ?

Sa curiosité naturelle et son esprit de bon sens l'ont fait réussir car ces deux qualités lui ont donné des clés pour préparer l'avenir et voir loin.

René Monory n'était pas un guerrier, il disait d'ailleurs que pour la guerre, il était né trop tard. Mais il en avait l'âme, pour la Vienne et pour la France.

Être en avance, c'était à la fois ce qu'il appliquait sur le territoire mais c'est aussi et surtout ce qu'il s'appliquait moralement.

A la place qui est la mienne aujourd'hui, je voudrais vous dire que pour la Vienne, comme tous mes prédécesseurs, nous avons poursuivi et nous poursuivons encore son action, son ambition. Il n'y a pas une semaine où moi et mes équipes nous nous inspirons de la « révolution Monory » car c'est précisément de cela dont il s'agit pour notre territoire.

Il l'aura profondément révolutionné, il l'aura fait entrer dans une ère nouvelle. Les traces aujourd'hui sont gravées à jamais, je pense évidemment au Futuroscope et à sa technopole, à la centrale nucléaire de Civaux, au circuit automobile du Vigeant, au lycée pilote innovant international, LP2I, à l'Université, aux grandes industries venues s'installer, aux très nombreux sites économiques et touristiques de notre département.

Au fond, il a construit ce territoire du Nord au Sud sur un principe simple : lancer un pôle d'attractivité fort en son centre (le Futuroscope) et le faire rayonner aux quatre

coins du département. Il était avant-gardiste en matière d'aménagement du territoire et il voulait surtout préserver l'équilibre territorial.

Je voudrais revenir sur cette culture politique qui lui a permis tout à la fois d'être engagé pour son pays et protecteur de sa terre natale.

Il n'avait jamais rêvé la Politique mais il disait qu'elle devait faciliter la vie des gens plutôt que de la contraindre. Il ambitionnait de grandes choses pour son territoire à l'image du Parc du Futuroscope, qu'il a fait naître avec Thierry Breton. Il avait compris qu'il fallait s'entourer des meilleurs pour réussir et qu'il fallait imposer sa vision. Contre vent et marées, contre une opposition forte y compris dans son propre camp, il avançait et traçait son chemin.

Il savait convaincre sans passer sous silence les contraintes et les difficultés, au-delà des intérêts particuliers mais toujours dans l'intérêt général.

Au fond, il doit aussi sa réussite à sa vision de la société et aux valeurs auxquelles il était profondément attaché. Son âme d'entrepreneur a toujours présidé ses actions et son ambition pour la Vienne. Je crois que cette pensée est toujours très actuelle.

A la lecture de quelques-uns de ses ouvrages, j'ai découvert que la société dans laquelle nous vivons, il l'avait déjà imaginée, il l'avait touchée du doigt, il l'avait décrite.

Enfin, dans ce lieu qu'est le Sénat et sans faire de politique, je voudrais aussi dire sous sa présidence, la haute Assemblée avait le même rôle qu'aujourd'hui : faire comprendre à l'exécutif, quel qu'il soit, que les rêves les plus fous doivent tenir compte des réalités territoriales. C'était l'ADN du président Monory.

La puissance politique et le rapport de force

étaient pour lui des atouts et permettaient de faire avancer les choses, mais il disait que la politique n'était pas un troc de promesses contre quelques voix car cette politique-là avait atteint ses limites.

Il disait qu'un des pièges de notre civilisation, toujours prégnant aujourd'hui, c'était l'indifférence dans laquelle les hommes s'enfoncent les uns par rapport aux autres. J'en suis plus que jamais convaincu et je crois que nous sommes à un tournant de cette civilisation et qu'il nous faut imaginer le futur.

Au fond, il avait une certaine idée de la société, une certaine idée de la politique et pensait que pour réussir il fallait s'ouvrir sur le monde, cela aura d'ailleurs été son premier engagement comme maire de Loudun, où il lance un jumelage avec le Burkina Faso. Il poursuivra cette implication de longues années pour le département de la Vienne en développant de nombreuses coopérations.

La révolution Monory c'est d'abord un état d'esprit qui a conduit à la rencontre d'un homme avec un territoire.

Les racines de son engagement politique à Loudun l'ont conduit aux plus hautes fonctions de la République.

Les pieds dans la terre et le cœur battant pour un territoire, c'est probablement le meilleur chemin de la réussite.

Pour la Vienne, au nom de l'assemblée départementale et de nos habitants, je veux remercier l'homme qui nous a fait grandir.

Lui dire combien la Vienne est fière de ce qu'il a entrepris, construit et réussi.

Lui dire enfin que nous poursuivons cette formidable aventure toujours au service du plus grand nombre et avec beaucoup d'humilité devant les défis à accomplir

Michèle Monory, fille de l'ancien président du Sénat s'est beaucoup impliquée dans la préparation du colloque du 8 juin en hommage à son père.

Elle avait notamment co-réalisé avec Tristan Guerlotti et Gildas Nivet, le film biographique sur René Monory « [Soyez réalistes, demandez l'impossible](#) » produit par le Futuroscope et Grenouilles Productions, à l'occasion de cet événement.

Elle avait souhaité par ailleurs donner lecture de certains de ses écrits.

Quelques semaines plus tard, le 15 août 2023, elle disparaissait brutalement dans un accident d'avion auprès de l'un de ses amis, le journaliste Gérard Leclerc.

Qu'il soit ici rendu hommage à sa personnalité hors du commun, à ses talents, à sa créativité et à ses enthousiasmes, dont son père était très fier

Propos du président René Monory

Faire de la politique

Ce n'est pas gérer une ville, un département ou un État en répondant, au coup par coup, aux impulsions de la société.

Pour moi, faire de la politique, c'est d'abord résister aux évidences. C'est interroger les habitudes, questionner les acquis, refuser les « c'est comme ça » et les « à quoi bon ».

C'est aussi sentir les évolutions telluriques de la société pour les devancer, les anticiper, les inventer.

C'est dire si la politique est un vrai, grand, exigeant métier. Ceux qui à travers elle recherchent furieusement le pouvoir en sont indignes. La servir pour mieux en abuser, la flatter pour en tirer traitements et petits avantages en nature, notoriété et position sociale est méprisable.

Dans un monde qui partage de moins en moins de valeurs collectives, l'homme politique doit avoir des convictions et s'y accrocher dur comme fer. Sans compromis et sans faux-fuyant. Quitte à perdre, à être sanctionné dans les urnes, le vrai politique doit cultiver sa force de conviction plutôt que son pouvoir de séduction.

Que l'homme politique défende avec autorité ses convictions, cela l'honore.

Qu'il en devienne autoritaire, confisque le débat, gomme la diversité, impose le monochrome à une vie par ailleurs nuancée, non.

Cela suppose une richesse, une solidité intérieure qui se marie mal avec l'envie de plaire et les sondages d'opinion.

Mais toutes les routes ne sont pas de larges avenues, claires et riantes. Vivre mieux, repenser le monde suppose parfois des réformes douloureuses, effrayantes, perturbantes. C'est à l'homme politique de franchir le premier pas, de montrer le sens. Libre ensuite aux citoyens de suivre cette voie ou de lui préférer un chemin de traverse.

C'est pourquoi il faut réformer pas à pas, un domaine après l'autre, sans brouiller les pistes ni embrasser trop large.

Plus important sans doute, la capacité d'acceptation du corps social face aux changements dépend directement du bénéfice qu'il peut en escompter.

Les citoyens n'ont en effet aucune raison d'évoluer, de s'adapter, de consentir un sacrifice

s'ils n'y gagnent rien. Aucune réforme ne peut espérer aboutir sans ce présupposé de base. C'est ce que j'appelle le rapport de force constructif. Je l'ai mis en pratique tout au long de ma carrière politique et ni moi ni mes électeurs ne nous en sommes mal portés.

L'homme politique doit enfin résister à notre « gallocentrisme » si hexagonal, à la tentation d'être content de soi, à ce vague sentiment de supériorité qui nous caractérise. Partir, voyager, aller voir ailleurs, picorer çà et là des idées, des

audaces, des tendances, observer les réussites obtenues sous d'autres latitudes, jamais les échecs : c'est ainsi que l'intuition du politique se fortifie, se précise, se concrétise.

Pour moi, la politique suppose pragmatisme, bon sens, imagination et audace.

A la femme ou l'homme désireux d'entrer dans l'arène publique qui d'aventure viendrait à lire ces lignes, je voudrais dire, une fois encore et de toutes mes forces

SOYEZ RÉALISTES, DEMANDEZ L'IMPOSSIBLE

Jean-Pierre RAFFARIN

ancien Premier ministre
ancien sénateur de la Vienne

J'ai, comme beaucoup d'entre vous ici, beaucoup de remerciements à dire à René Monory.

Cela n'a pas toujours été facile, mais au fond il a été, pour moi et pour beaucoup, un maître juste.

J'ai connu les périodes difficiles, comme la victoire de 1968 aux sénatoriales de René Monory : c'était une victoire contre mon père et donc ce n'était pas bien parti au départ, mais nous avons progressé. Vingt ans après, il me prend comme colistier et nous faisons campagne tous les deux, dans la Vienne, dans une voiture où il y avait un président du Sénat, président du Département et un président de Région, ministre des PME. Il n'y avait pas beaucoup de maires qui ne trouvaient pas de solution à leurs problèmes. Au fond, on a beaucoup fait de kilomètres dans cette voiture, on a eu des coups de fil étonnants avec vous tous, des négociations, des discussions, des gouvernements qui se créaient. Tout cela, au milieu des problèmes du développement de la Vienne.

On a beaucoup tous appris avec René Monory.

Il a été pour nous tous un modèle et s'est vraiment engagé dans une forme de coaching. Thierry Breton, Jean-Pierre Abelin, Alain Fouché en sont témoins. Il savait nous tirer les oreilles, car lorsque j'étais président de Région, toutes mes décisions n'étaient pas saluées avec un encouragement merveilleux de la part du président du Département, de l'autre côté de la

place Leclerc. Il y avait des sujets difficiles. Mais au fond, quand je regarde tout ce parcours, quand je compare avec tous les autres, il était juste. Il a toujours été juste. Il a cru au mérite, aux décisions qui portent des résultats. Il a cru à un certain nombre d'orientations de justice. C'est ce qu'il faut retenir de René Monory.

Je voulais penser aussi à quelqu'un qui a compté pour lui : Fernand Chaussebourg, secrétaire général du groupe centriste. C'était la fonction malice de René Monory. Il organisait les choses, il était malicieux, il avait été président de Poitou-Charentes pendant un temps. Il avait toujours une idée, une créativité pour valoriser le travail de René Monory et pour faire en sorte que lorsque René Monory était dans la Vienne, tout se passait à Paris comme il le souhaitait. Il avait ce talent pour les gimmicks dans ses interventions. Je vais reprendre un gimmick de Fernand Chaussebourg en sa mémoire car au fond, cela dit tout ce que je pense de René Monory.

Je préside la Fondation Prospective et Innovation créée par René Monory et François Dalle pour donner du contenu intellectuel, géopolitique au Futuroscope. Une fondation qui a quarante ans, plus de six millions de capital. Ce capital a été récolté par son association Défense-Épargne. Aujourd'hui, ce capital, on le fait prospérer. Il a voulu que cet argent soit consacré au développement d'initiatives pour le Futuroscope.

Fernand Chaussebourg avait sorti les dix commandements de l'UDF.

Je vais reprendre les dix commandements de René Monory :

1 - *A une décision lente, une décision rapide tu préféreras*

Il disait toujours que mieux vaut une décision moyenne qu'une décision excellente qui tarde

2- *Les meilleurs pour t'entourer tu choisiras*

3 - *À la recherche de projets toujours tu seras*

4 - *Dans la matière grise plus que dans le bitume tu investiras*

A une période, on avait une négociation du contrat de plan, on était pour le projet Poitiers-Limoges et René Monory pour le développement de l'Université. Un jour, dans une émission « La marche du siècle », Monory a dit « *J'ai un jeune président de Région qui a à peine quarante ans, il choisit le bitume plutôt que la matière grise, quel est le plus jeune de nous deux ?* ». C'est comme cela que j'ai été formé et en l'occurrence, c'était assez juste.

5 - *De faux espoirs à ne point donner tu veilleras*

Le jour où je suis élu, je vais à La Rochelle visiter des entreprises ostréicoles. Je reviens en voiture, dans le parking, je croise René Monory et il me dit « *D'où vous venez, Jean Pierre ?* », je réponds que je rentre de Charente-Maritime d'une entreprise ostréicole, il me répond « *Ab bon ? On va financer l'ostréiculture maintenant ?* », je lui dis que non, j'allais juste visiter et il me dit « *Jean Pierre, apprenez que quand vous visitez, les gens sont en droit de penser que vous allez payer et donc c'est déjà une forme d'engagement.* »

6 - *Voir grand pour l'homme d'action, une nécessité toujours sera*

7 - *Sur le rapport de force, souvent tu t'affirmeras*

8- *Toujours, dans le camp des plus jeunes tu seras*

9 - *Au bout des risques, la chance tu trouveras*

10 - *Tout ce qui n'est pas interdit, autorisé le sera*

C'est sa grande définition de la décentralisation : n'allez pas chercher des autorisations, faites en sorte que vous évitiez les interdictions. C'était ce goût de la liberté qu'il avait. C'est un homme politique qui n'avait pas un cursus académique très développé mais finalement c'est sans doute l'un des plus grands professeurs de politique qui a existé dans la période récente.

François BAYROU

Haut-commissaire au Plan, ancien ministre, président du MoDem, ancien président du CDS, de l'UDF et de Force démocrate

Tous ces visages racontent une histoire de vie que nous avons partagée pendant des décennies et le visage de René Monory, pour beaucoup d'entre nous, a apporté quelque chose d'une histoire singulière qui ne ressemblait pas à d'autres. Son destin n'a pas ressemblé à d'autres, et ses réalisations n'ont pas ressemblé à d'autres.

J'ai partagé beaucoup avec René Monory, en dépit de la différence d'âge, parce que, tout d'abord, ma femme avait grandi à Loudun et que mes beaux-parents avaient acheté leur voiture au garage Monory, ce qui crée beaucoup de liens.

À Loudun, très tôt, René Monory, c'était une légende d'audace, d'entrepreneuriat. Son entrée en politique, son attachement à la famille du centre, attachement raisonné, était un trait de caractère très important et il m'a, dans des circonstances, un peu de rivalité, soutenu pour une raison qui s'esquissait entre les lignes.

René Monory n'aimait pas les situations acquises. Il y avait en lui, je veux employer un mot un peu fort mais vrai, il y avait en lui quelque chose de la lutte des classes. Il était dans sa réussite éclatante, il était un contestataire, profond. Quelqu'un qui ne respectait pas ce que Blaise Pascal appelait *les grandeurs d'établissement*.

Il n'était pas passionné des décorations, il n'était pas passionné des galons sur les épaules, il avait quelque chose de frondeur en lui et cela aussi nous a rapproché affectueusement.

Je dois dire que c'est un des très rares hommes politiques qui m'ait épaté, grâce à Thierry Breton.

Je pense que la rencontre entre le président Monory, réputé enraciné, réputé terroir, réputé entreprise, et le jeune auteur de roman policier, numérique, - qui l'avait branché sur une dimension de l'avenir à laquelle il s'est profondément attaché - a donné, non seulement le Futuroscope, mais aussi sa passion pour ce qu'on appelait, à l'époque, les nouvelles technologies de l'information et de la communication, qui est devenu le numérique sous toutes les formes invraisemblables. Il a tout de suite compris quelle révolution était en germe là-dedans.

Et donc, cette rencontre – entre le jeune et sémillant Thierry Breton et René Monory - pour moi, était providentielle.

Je veux saluer une troisième dimension de son histoire : c'est la fidélité.

Alors, il n'était pas spécialement venu au CDS par la démocratie chrétienne, je ne suis pas sûr qu'il était fondamentalement MRP.

Mais il est devenu fondamentalement engagé et fidèle au mode même de réflexion qui était celui de la famille politique que nous avons incarnée ensemble. C'est-à-dire l'idée que l'autre, la pensée de l'autre, n'est pas un ennemi, qu'il est vain de penser que la politique consiste à faire triompher sa vision sur la vision de l'autre, qu'il est beaucoup plus enrichissant, beaucoup plus fructueux, de faire que chacun puisse apporter quelque chose et ce sens, je ne dirais pas du compromis, mais ce sens de la compréhension réciproque et de la mutualisation, des idées, des

intuitions, a joué. Et il en a été l'un des défenseurs les plus engagés et c'est de là qu'il a tiré ses réussites les plus exceptionnelles.

Un mot du président du Sénat qu'il était. J'ai des souvenirs formidables. C'est devant lui que, tout jeune ministre, j'ai fait l'éloge funèbre de Jean Lecanuet.

C'est ainsi des univers qui se rencontraient et qui avaient pour nous tous, évidemment, un sens de très grande émotion. Il était profondément attaché à l'équilibre des deux Chambres dans l'action législative et dans le contrôle du Gouvernement.

Il était profondément attaché à ce système d'équilibre, de *check and balance* - comme disent les Britanniques - qu'il incarnait précisément parce qu'il ne baissait pas facilement les yeux.

Alors, je n'ai pas eu à me faire engueuler par René Monory. Visiblement, je comprends que c'était une chance. Mais peut-être nos territoires étaient-ils suffisamment éloignés et mes liens avec Loudun étaient-ils suffisamment affirmés pour qu'il m'épargne ce genre de chose.

Dernier mot, j'ai rarement connu quelqu'un d'aussi ouvert sur les autres mondes et sur les mondes à venir. Il y avait là quelque chose en lui qui, sans cesse, allait vers le métissage, la rencontre. Il a prononcé le mot de métissage et je suis sûr que beaucoup de ses électeurs de la Vienne n'auraient pas imaginé que René Monory puisse être attaché à cette dimension du croisement.

Mais il l'a montré dans ses liens avec l'Afrique, il l'a montré dans la fierté qu'il exprimait en rappelant sa présidence au comité intérimaire du FMI qui le rendait très fier.

Et son ouverture comme ministre de l'Éducation nationale ! c'était un peu improbable, autant on imaginait Philippe Séguin à l'Éducation nationale, autant René Monory et son ouverture, à l'époque, faisait scandale, son ouverture à l'entreprise. Cela a duré longtemps. Quand je me suis à mon tour trouvé chargé de cette fonction, quand j'ai inventé le stage de 3^{ème} en entreprise, qui désormais est une institution. À chaque fois que je croise un élève de 3^{ème} et que je lui dis « Quel est le ministre qui a inventé les stages de 3^{ème} en entreprise ? », ils ouvrent des yeux ronds. Visiblement cela ne leur dit rien, ce rappel-là.

Même, quand je leur dis, désignant ma propre poitrine, qu'il n'est peut-être pas si loin, ils ne comprennent toujours pas. Mais cela a fait un scandale parce que cela voulait dire qu'on livrait à l'entreprise, l'Éducation nationale.

Et donc, cette ouverture-là, c'était la marque profonde d'un homme qui n'avait renoncé à aucune de ses racines, même pas à la pétanque, même pas au ping-pong et je me souviens d'événements passionnants à ce sujet, hautement sportif et hautement international.

C'était une incroyable figure d'homme et il a fait souche et le Futuroscope d'abord, dont il est aujourd'hui le visage et les générations qui sont là, doivent beaucoup à cet espoir que René Monory a osé incarner.

Jean ARTHUIS

ancien ministre

ancien Rapporteur général du Budget au Sénat

Avant tout autre propos, je veux remercier nos amis Pierre Méhaignerie et Jean-Dominique Giuliani de nous avoir conviés à ce colloque en hommage à René Monory, à son « *combat pour le bon sens* ».

Ma première rencontre avec René Monory date de septembre 1983, lors de mon arrivée au Sénat, au moment où je poussai la porte du groupe centriste, qui s'appelait encore Union Centriste des Démocrates de Progrès (UCDP), groupe pivot, avec ses soixante-douze membres.

J'étais impressionné de me trouver d'emblée en tête-à-tête avec l'ancien ministre de l'Économie de Raymond Barre, avec l'élu local qui avait fait de Loudun et de la Vienne, deux laboratoires de l'innovation territoriale. Il me fit partager sa vision de la haute Assemblée et de ses marges de progression, des réformes à conduire pour améliorer son fonctionnement et son influence dans les débats politiques.

A mes yeux, René Monory incarnait l'enracinement local et l'ouverture à l'Europe et au monde, la vision et le pragmatisme. Attentif à ses conseils, j'ai entretenu avec lui une vraie complicité faite de respect, d'affection et d'admiration. Son amitié et son soutien ont marqué mon engagement. Avant qu'il devienne président du Sénat, nous avons tenté de faire bouger les lignes et les clichés traditionnels dès le renouvellement de 1989. Quelques mois avant, avec mon ami, le regretté Hubert Haenel et quelques autres membres des différents groupes, nous avons créé le « Groupe Luxembourg » prônant la rénovation de

l'institution. Son élection à la présidence, en 1992, me permit d'accéder au poste envié de Rapporteur général du Budget. René Monory avait occupé cette fonction en 1975, fonction qu'il qualifiait de « *lourde charge mais sans doute la plus formatrice pour un homme politique* ». C'est alors qu'il fit voter un amendement de la commission des Finances qui permit aux collectivités territoriales de récupérer la TVA ayant grevé leurs investissements.

Du parcours riche de René Monory, je retiens trois leçons :

- 1 - L'efficacité appelle simplicité, réalisme, audace et pragmatisme
- 2 - La crédibilité de notre monnaie dépend de la maîtrise de nos finances publiques
- 3 - L'éducation et la formation professionnelle conditionnent notre avenir

- 1 - Simplicité, réalisme, audace et pragmatisme.

Fort de son « *bon sens* », il prescrivait d'éviter de « *chercher midi à quatorze heures* ». Le principe de réalité lui servait de boussole. Pour lui, je le cite « *quand on sait compter et retenir, on peut faire de l'économie. Contrairement à une opinion admise, il n'y a rien de plus simple. À condition d'être cohérent : si vous mettez les choses ensemble comme elles doivent l'être, ça marche. Et puis, l'économie est fille du bon sens.* »

Il récusait le clair-obscur et l'entre-soi. De ses expériences d'entrepreneur et d'élu territorial, René Monory avait retenu toute l'importance de disposer de données budgétaires et financières sincères, excluant tout recours à

l'illusionnisme. Pour lui, le budget n'était pas un arbre de Noël mais un acte de réalisme et de courage. Il évoquait, à l'appui de sa mise en garde, les arbitrages auxquels il avait procédé, dans des conditions souvent délicates, à la tête du Conseil général de la Vienne, pour donner corps à son projet de « Futuroscope ».

En 1992, année de son élection à la présidence du Sénat, l'endettement public était déjà pour lui un sujet d'inquiétude. Et pourtant, il ne dépassait pas, oserai-je dire, la barre de 40% du PIB. Mais le déficit approchait 5%. Or nous venions de ratifier le traité de Maastricht. L'instabilité monétaire et les dévaluations compétitives mettaient à mal le système européen de stabilité. René Monory appelait de ses vœux, avec une franche conviction, l'avènement de l'Union économique et monétaire. Ardent militant de la construction européenne, il s'était engagé résolument dans la campagne référendaire de ratification du traité fondateur et resta mobilisé pour la concrétisation de la monnaie unique.

2 - La crédibilité de notre monnaie dépend de la maîtrise de nos finances publiques.

Sa présidence du Comité intérimaire du FMI reste un souvenir marquant.

Je crois qu'il en a gardé une sincère fierté. Il m'en a souvent parlé. La monnaie, disait-il, c'est la confiance, mais la confiance ne se décrète pas. Elle dépend de la compétitivité de l'économie et de la bonne gestion des finances publiques. Elle se mérite. Adeptes du principe de réalité il privilégiait les arbitrages courageux, privilégiant les dépenses favorables à la croissance, les investissements d'avenir, notamment la formation. Les questions monétaires étaient au cœur de ses réflexions, soulignant avec force dans son livre publié en 1982 que « *le système monétaire européen était la plus grande réussite européenne des vingt dernières années* ». Je me souviens de réunions qu'il organisait au « Petit Luxembourg », notamment de celle à

laquelle il avait convié, en 1994, Jean-Claude Trichet, gouverneur de la Banque de France, et son homologue allemand, Hans Tietmeyer.

Il ne manqua jamais de me rappeler nos obligations, aussi bien lorsque je rapportai le budget au Sénat, qu'entre 1995 et 1997 alors que je préparai, depuis le ministère de l'Économie et des Finances, en relation étroite avec mon collègue allemand Theo Waigel, le Pacte de Stabilité et de Croissance, véritable règlement de copropriété de l'euro en gestation. L'appui sans faille du président du Sénat a permis de lever les dernières hésitations. Nous avons dû attendre fin octobre 1995 pour proclamer l'enclenchement du processus irréversible vers la monnaie unique. A cette époque, il présidait l'association des Amis de Chambord, préfiguration de l'EPIC. En cette qualité, il y avait organisé une réunion informelle à laquelle il avait convié les protagonistes franco-allemands de la monnaie unique, Theo Waigel, Wolfgang Schäuble, président du groupe CDU-CSU au Bundestag, Hans Tietmeyer, Jean-Claude Trichet. René Monory figure en bonne place parmi les artisans de l'euro.

Réformateur visionnaire, il prônait la pédagogie. Selon son expression, il importait « *d'expliquer simplement des choses qui nous paraissent compliquées* ». Pour y parvenir, je suis sûr qu'à sa façon, il rêvait d'une gouvernance éclairée par une présentation globale des finances publiques, sincère, lisible et compréhensible par tous les citoyens, base incontestable d'une pédagogie des réformes structurelles à conduire. Pour tenir les rênes de l'État et maîtriser la dépense publique, il récusait la loupe qui permet à chacun de ne considérer que son couloir de nage et préconisait la longue vue. Ce qui m'a impressionné chez lui, c'est son attachement à l'action locale, Loudun, le département de la Vienne, la région Poitou-Charentes, et son ouverture au monde, à la

diversité géographique et aux mutations technologiques. Il avait de l'empathie et de l'intuition, il avait une force d'entraînement, suscitait la confiance et invitait à l'audace.

3 - Éducation et formation professionnelle, investissements d'avenir

Les aptitudes du jeune René Monory le vouaient à la filière académique classique. Il fut orienté vers l'enseignement professionnel, la mécanique. Sa mère rêvait de le voir devenir instituteur. Elle n'imaginait pas son fils ministre de l'Éducation nationale. Il m'a souvent dit combien il regrettait le centralisme de notre système éducatif et le peu de considération accordée à l'apprentissage. Dans cette haute responsabilité, il entendait former des compétences et réhabiliter la formation professionnelle, renforcer les liens entre les entreprises et le système éducatif, chercher des mécanismes de remplacement des diplômés, réaménager la formation professionnelle continue. On dirait aujourd'hui, « long life learning ». Il était attristé par le fossé de méfiance entre l'école et l'entreprise. J'ai la conviction qu'aujourd'hui il soutiendrait chaleureusement les réformes en cours, qu'il s'agisse de la loi de 2018 « liberté de choisir son avenir professionnel », portant réforme de l'apprentissage ou celle à venir sur les lycées professionnels. J'ose même affirmer qu'il partagerait avec enthousiasme notre ambition de développer l'Erasmus des apprentis. Parce qu'il ouvre les parcours d'apprentissage à

l'international, qu'il exalte le potentiel professionnel et personnel des jeunes et propage la citoyenneté européenne. J'ai la conviction que René Monory serait à nos côtés pour promouvoir l'espace européen de l'apprentissage comme il existe un espace européen de l'enseignement supérieur.

Visionnaire, René Monory a précocement perçu les défis de la mondialisation.

Il recherchait un équilibre dynamique, privilégiant une aide publique au développement à l'échelle de la planète tout en veillant à la compétitivité de notre économie nationale, notamment par un allègement des cotisations sociales. A cet égard, il s'interrogeait sur le financement de la politique familiale dont il esquissait l'étatisation, considérant qu'elle relève de la solidarité nationale. Je me demande ce qu'il penserait de la situation de nos finances publiques, de notre endettement, de nos déficits budgétaires et commerciaux. Nul doute qu'il nous rappellerait à nos devoirs, lui qui, à sa façon, nous a appris à nous projeter avec réalisme et confiance dans l'avenir.

Adeptes de la décentralisation et de la déconcentration, il ne manquerait pas d'appeler de ses vœux une gouvernance publique efficiente, un entraînant « combat pour le bon sens ».

René Monory a éclairé et guidé mon chemin par ses actes et ses paroles.

Il reste pour moi le mentor auquel je voue reconnaissance et respect affectueux.

Hervé MARSEILLE

Président du groupe Union Centriste du Sénat

Nous sommes réunis aujourd'hui pour rendre hommage à un homme qui a laissé une empreinte indélébile dans notre pays.

Je l'ai assez peu connu personnellement, à l'époque j'étais un jeune collaborateur et René Monory était déjà cet homme politique visionnaire et résolument tourné vers l'avenir. Selon lui « *Quand vous vous tracez une trajectoire, vous perdez moins de temps.* » (La volonté d'agir, 2004)

René Monory était un homme qui avait un lien profond avec le territoire. Il a grandi dans la ruralité et a compris l'importance de préserver nos racines. Il savait que nos pieds, en contact avec la terre, sont les fondations solides sur lesquelles nous pouvons bâtir notre avenir.

Concessionnaire automobile, passionné de mécanique, il comprenait l'importance du travail acharné. Maire de Loudun de 1959 à 1999, il a tissé des liens étroits avec les habitants de la commune et compris leurs besoins et leurs aspirations.

Mais René Monory était bien plus qu'un homme de la terre. Il était passionné par le sport. Peu de gens savent qu'il fut un temps le 15^{ème} meilleur joueur français de tennis de table. Cette discipline exigeante lui a inculqué des valeurs d'effort, de discipline qu'il a ensuite appliquées à tous les domaines de sa vie, y compris en politique.

Il était aussi un homme d'horizon et de progrès. Encore aujourd'hui, des propositions de loi portent sur des problématiques qu'il avait décelées à l'époque, je pense notamment au

sujet de déconcentration et de décentralisation des pouvoirs étatiques.

Il a fait honneur à notre groupe, l'Union Centriste, où il avait choisi de siéger. Il avait la conviction que pour avancer, il fallait regarder vers l'avenir, repousser les limites de nos connaissances et embrasser le changement.

Sa vision audacieuse de l'avenir l'a conduit, entre 1985 et 1986, alors président du Conseil régional de Poitou-Charentes, à jouer un rôle fondamental dans la création du Futuroscope, ouvert le 31 mai 1987. Il a compris que, pour préparer notre société aux défis du futur, il était essentiel de nourrir notre esprit de curiosité, d'imagination et d'ouverture.

Il a alors consacré sa vie à servir son pays et à promouvoir le développement économique et social. Son héritage est visible dans les institutions et les politiques publiques qu'il a contribué à mettre en place. A l'occasion de ses différentes fonctions ministérielles, il a notamment été un ardent défenseur de l'entrepreneuriat et de l'éducation.

En effet, ministre de l'Économie de 1978 à 1981, face à l'inflation galopante, il entreprend la libération des prix industriels et, partiellement, des prix du commerce et des services. En parallèle, par la loi du 13 juillet 1978 sur l'orientation de l'épargne et le financement des entreprises, il a mis en place des mesures pour stimuler l'économie française, telles que des baisses d'impôts pour les entreprises et une exonération fiscale de l'épargne investie en actions par les particuliers.

Puis, ministre de l'Éducation nationale de 1986 à 1988, il a établi un plan sur l'avenir qui a permis la diffusion générale et progressive des nouvelles technologies de l'information au sein des établissements scolaires.

Enfin, président du Sénat entre 1992 et 1998 et avec la volonté de moderniser la haute Assemblée, René Monory a mis en place des initiatives qui ont marqué notre pays. Il a créé une direction des relations internationales, qui

a permis de renforcer les liens de la France avec le reste du monde.

René Monory nous rappelle l'importance d'une vision à long terme et de la nécessité d'anticiper les défis et les opportunités futurs. En combinant la stabilité et l'adaptabilité, il avait réussi à créer un environnement politique propice à la croissance, à l'égalité et au bien-être de tous les citoyens.

*« Vous avez des convictions ? Faites-leur confiance.
Soyez enthousiaste, imposez votre vision, votre rêve. »*

Alain FOUCHÉ

Sénateur honoraire
ancien président du Conseil général de la Vienne

« *RENÉ MONORY, UN HOMME Tourné VERS LE FUTUR
ET PROCHE DES GENS* »

Tout ce qui était évoqué jusqu'à maintenant était plus national. Je vais surtout évoquer ses fonctions départementales.

Dans ma jeunesse et à la faculté, j'ai eu la chance d'être ami avec les enfants de responsables politiques au plus haut niveau : Jean Raffarin, ancien ministre de Pierre Mendès France, Pierre Vertadier, ancien secrétaire d'État sous Georges Pompidou, Pierre Abelin, ancien ministre sous la IV^{ème} et V^{ème} République. Quelles que soient les sensibilités politiques des parents, les enfants s'entendaient très bien.

J'ai connu René Monory chez Pierre Abelin à Châtelleraut au cours d'un déjeuner avec son fils Dominique. On a précédemment peu évoqué Pierre Abelin alors que celui-ci a été son mentor. Pierre Abelin a été maire de Châtelleraut, vice-président de l'Assemblée nationale, ministre, etc. C'était un véritable tribun très actif et proche de Jean Lecanuet. La prise de position de ces trois principaux ténors du CDS a permis l'élection de Valéry Giscard d'Estaing, facilitée également par le soutien de Jacques Chirac. Lorsque René Monory gagna la mairie de Loudun, c'est Pierre Abelin qui le prit sous sa coupe. Il en fit d'abord son suppléant aux élections législatives et il le fit élire au Sénat. J'ai assisté à l'entretien où fut prise la décision de l'élection sénatoriale : René Monory humblement a écouté. Sans l'action décisive, le relationnel de Pierre Abelin, René Monory

n'aurait pas été élu ce jour-là. Il a su écouter toute sa vie. Quand on parlait de lui, on disait toujours, c'est un homme de bon sens, c'est le bon sens qui parlait.

Après les sénatoriales de 1968, je fus élu dans une commune en 1969. J'ai donc eu l'occasion de le rencontrer ainsi souvent, mais surtout lorsque j'ai été élu en 1979 au Conseil général de la Vienne. Toujours élu en 2004, je lui ai succédé à la fois à la présidence du Conseil général mais aussi à la présidence du Conseil de surveillance du Futuroscope. Tout cela était lié.

Avant la décentralisation, le patron du département était en fait le Préfet qui assistait à toutes les réunions et siégeait à la tribune. Au moment de la réforme, René Monory a pris les pleins pouvoirs : plus de préfet aux réunions. Il a dit : « je veux dans ce département faire quelque chose de novateur ! Le tourner vers l'avenir. » Il a lancé alors le projet du Futuroscope.

La décentralisation a permis de mettre en place ce vaste projet auquel nous étions quelques-uns seulement à adhérer. À la suite de cette réforme, certains présidents de départements se sont accaparés de la moitié des préfectures, René Monory : non. Il a pris un bureau pour recevoir, un tout petit appartement que j'ai occupé aussi, qui fait 25 m², c'est tout. Alors que d'autres présidents ont pris possession de la moitié des préfectures en chassant les préfets.

Colloque en hommage à René Monory

« Les pieds ancrés dans la terre, l'avenir pour horizon » - Leçons pour aujourd'hui
Salons de Boffrand de la Présidence du Sénat – Paris, 8 juin 2023

Son obsession était l'avenir. Je me souviens avoir été reçu avec Jacques Grandon, un de ses vice-présidents, au Conseil général de la Manche. Le président de ce département avait reconstruit un petit palais, réplique de Versailles meublé en meubles signés. Et pendant ce temps-là, dans la Vienne, nous faisons le Futuroscope, créateur d'emplois.

En même temps que l'idée du Parc du Futuroscope, avec Thierry Breton et un certain nombre d'autres élus, il a bien montré que la formation était sa priorité. Je me remémore qu'on a installé des « tortues » dans les écoles maternelles, les premiers outils informatiques. Nous étions les seuls à le faire...

De même, l'association des maires de la Vienne qu'il présidait, fut immédiatement informatisée ainsi que les deux agences qui en dépendent. Des aides furent apportées aux communes pour l'acquisition d'ordinateurs. C'était une vraie révolution ! Il savait aussi mettre en place les jeunes générations. Il me proposa de le remplacer à l'association des maires et aux deux satellites (l'Agence Technique Départementale et Vienne Services). L'élection se fit à main levée en quelques secondes. Chacun connaissait sa force de persuasion.

Je me souviens des visites dans les grandes expositions internationales. Partout où on allait, on ramenait une attraction pour le Futuroscope. À Séville, en 1992, au Japon, à Los Angeles où on nous présenta sous un hangar un nouveau procédé : le cinéma dynamique. Aussitôt vu, aussitôt acheté ! La première installation de ce type au monde dont nous avons eu l'exclusivité au Futuroscope pendant plusieurs mois. Tous ces voyages se réalisaient en quelques heures. Visiter les villes, le patrimoine ? Il connaissait déjà. Il nous disait, *“je ne regarde pas derrière moi, ce qui m'intéresse c'est l'avenir”*.

Son action dans le cadre de la politique départementale a été réalisée sur trois grands projets.

Lorsqu'il était ministre de l'Industrie, il a obtenu que les Fonderies Renault s'implantent près de Châtelleraut, dans le nord du département de la Vienne, 1 500 emplois.

Soucieux de l'équilibre économique des territoires, une fois ministre de l'Économie, il obtint qu'une centrale nucléaire s'implante, non pas à Chinon comme cela était envisagé, mais dans le village de Civaux, sur les bords de la rivière, dans le sud du département. Ce fut un passage difficile pour quelques élus dont je faisais partie car déjà les mouvements écologiques existaient et les anti-nucléaire de toutes tendances, même des amis, se sont mis à manifester et à me menacer. J'ai dû être protégé à mon domicile pendant plusieurs semaines. La centrale nucléaire est une opération extraordinaire avant tout nécessaire au niveau énergétique mais également au niveau de l'aménagement du territoire avec la réalisation de travaux très importants pour les entreprises locales et enfin avec l'arrivée d'agents EDF qui se sont parfaitement intégrés dans les communes, dans les associations et dans les conseils municipaux. C'est également une opération de recettes financières énormes pour les communes d'accueil mais aussi, selon son souhait, pour 90% des collectivités de la Vienne alors que, dans certains départements, les présidents n'ont réparti la taxe professionnelle que sur quelques communes.

Enfin, le troisième dossier, c'est le Futuroscope : parc d'attractions, parc de l'image, parc orienté vers les nouvelles technologies. Mais, aussi, on a tendance à l'oublier, tout autour, la Technopôle qui emploie 11 000 personnes. Le Parc du Futuroscope, c'est l'image, c'est le phare. La Technopôle, ce sont de grandes institutions en matière de formation, de recherche, des emplois de services : banques,

assurances, centres d'appels, etc. Pour ma part, j'ai amené d'autres entreprises. Mais avant tout le Futuroscope est un point extrêmement important au niveau touristique.

Ensuite autour du Futuroscope, quelle était sa volonté ? Irriguer l'ensemble du département par la réalisation de projets structurants. Ainsi furent implantés : la Vallée des Singes, les Géants du Ciel (spectacle de fauconnerie). Des financements pour le patrimoine furent mis en place : Saint-Savin, Chauvigny, la Cité de l'Écrit à Montmorillon, etc. Tout ceci fit que la Vienne se rapprocha du département de la Charente-Maritime en nombre de nuitées. Sa vision de l'avenir me rappelle une autre action : à l'époque, il rencontra le ministre du Logement, Louis Besson. Il lui indiqua son souhait de voir construire des logements locatifs dans la ruralité et proposa que le département en finance la moitié. Première opération de ce type en France qui permit de satisfaire et d'irriguer les territoires.

Je me souviens aussi de sa première journée de visites, après qu'il fut élu président du Sénat, je l'accompagnais souvent le week-end. Je le retrouvais, j'arrivais un quart d'heure avant parce qu'il était toujours à l'heure. On partait en voiture ensemble et il m'emmenait, pour inaugurer des réalisations communales. Pour moi, c'était une opportunité, jeune élu, d'accompagner le président du Sénat. Les élus n'avaient pas vu de ministres dans la Vienne depuis un certain temps. Dans la première commune, le maire, notaire, commence son discours, il s'arrête et dit : *« Je ne puis m'empêcher de pleurer puisque je reçois le second personnage de l'État »*. On va quinze kilomètres plus loin, le deuxième maire fait la même chose, quinze kilomètres plus loin, le troisième maire fait la même chose. Ils tombaient tous en larmes au début de leurs discours.

Un autre point qui a été évoqué, c'est son engagement pour le Burkina Faso.

Grâce à son concours, près de vingt communes de la Vienne ont été jumelées avec des communes de ce pays. À l'hôpital Charles de Gaulle, à Ouagadougou, il a permis par des financements à des médecins professeurs du CHU en retraite d'aller sur place pour enseigner à de jeunes étudiants. Le problème était que les étudiants burkinabés qui venaient au CHU de Poitiers ne voulaient plus repartir dans leur pays. Son action a permis à l'hôpital de fonctionner.

Pour terminer, était-il un homme autoritaire ? Oui, il l'était, mais d'une autorité bienveillante.

Il déléguait beaucoup. Je connais peu de présidents de départements ou de régions qui délèguent comme il le faisait. Avec Henri Colin, nous avions la charge de la formation, qui comprenait les investissements dans les collèges mais aussi dans les universités. Dans ce dernier domaine, nous étions les premiers financeurs avant l'État, la Région et les villes. La formation pour lui était prioritaire ! Nous avions toute liberté d'agir à la fois financièrement et médiatiquement.

J'ai présenté quelques traits de l'homme qui, avec un seul brevet, a fait une carrière nationale et internationale.

J'ai dit quelques mots de celui qui, avec d'autres, a fait beaucoup pour la Vienne. J'ai dit quelques mots de celui qui était respecté, écouté par les chefs d'entreprises mais également par les plus humbles.

J'ai dit quelques mots de l'homme attachant, fidèle à ses amis, ce qui de nos jours devient de plus en plus rare.

J'avais pour lui un grand respect et une profonde amitié

Michel PÉBEREAU

Président d'honneur de BNP Paribas président d'honneur de la Fondation BNP Paribas ancien directeur de cabinet du ministre de l'Économie et des Finances

Je suis heureux et honoré de participer à cette cérémonie.

René Monory était un excellent orateur, pédagogue et parlait presque toujours sans écrits. Il avait l'habitude de convaincre par ses discours tous les publics auxquels il s'adressait. Quand nous étions au ministère de l'Économie, il avait en revanche l'habitude de me laisser relire et corriger les enregistrements que l'on faisait de ses propos. Aussi, ai-je écrit mon discours pour rester fidèle à nos habitudes puisque je vais naturellement parler de cette période de sa vie.

Comment avons-nous fait connaissance ?

En avril 1978, je suis sous-directeur à la direction du Trésor. J'ai refusé toutes les propositions de postes qui m'ont été faites après trois années passées comme conseiller technique au cabinet de Valéry Giscard d'Estaing au ministère des Finances lorsqu'il est devenu président de la République, pour faire mes classes à la direction du Trésor comme chef de bureau.

Je participe à un Conseil d'administration à la Caisse de Coopération Économique. La secrétaire du président vient discrètement me demander de passer dans son bureau pour répondre à un appel téléphonique du Premier ministre. Raymond Barre me connaît un peu pour m'avoir rencontré dans plusieurs de ses fonctions antérieures et actuelles : « J'ai une question importante à vous poser. Nous venons de nommer René Monory, ministre de l'Économie. Je souhaite que vous l'assistiez comme directeur de son cabinet. C'est aussi le vœu du président de la

République. Pouvons-nous compter sur vous ? »

Ma réponse est immédiate. « C'est un très grand honneur. Mais comme vous le savez, je suis à la direction du Trésor en train de mériter mes galons de chef de service. Ce qui ne sera pas envisageable avant deux ou trois ans. Je souhaiterais donc y rester. »

« La mission de René Monory est très importante pour la mise en œuvre de notre politique économique et nous pensons, le président et moi, que vous êtes le mieux placé pour l'aider à réussir. »

« Je comprends et je ferai naturellement ce que vous souhaitez. »

Pendant vingt-quatre heures, rien ne se passe.

Le surlendemain, appel du secrétariat du ministre. Il me demande de passer immédiatement le voir. Je ne l'ai jamais rencontré. Il occupe le bureau du ministre de l'Économie et des Finances. Le bruit court que c'est le résultat d'un combat acharné avec Maurice Papon, le ministre du Budget. Il m'accueille très courtoisement avec un sourire et me dit :

« On m'a suggéré de vous prendre comme directeur de cabinet. J'ai un peu réfléchi. »

« On m'a demandé d'accepter, ce que j'ai naturellement fait. » Ce serait un honneur pour moi ».

« Et bien faisons connaissance », dit-il et voyons ensemble si vous pouvez m'aider à faire ce que je souhaite. Je n'ai pas voulu ce poste pour être ministre mais pour faire quelque chose : libérer les entreprises. Je dirige une petite entreprise et j'ai constaté que, dans notre pays, les entreprises ne sont pas vraiment libres dans l'exercice de leurs activités. Il y a trop de réglementations notamment dans le domaine économique. La pire est le contrôle des prix. Comment diriger une entreprise quand

un fonctionnaire se mêle de fixer ses prix ? C'est tout à fait absurde. Si j'ai voulu être ministre de l'Economie, c'est pour nous libérer du contrôle des prix. Pensez-vous que vous pouvez m'aider à réussir ? »

« C'est une vraie révolution. Ce contrôle est en place depuis plus de quarante ans et la hausse des prix est une question politiquement très sensible. Pour le faire disparaître, il vous faut un engagement formel et durable du président de la République et du Premier ministre ». « Cela va de soi », dit le ministre. Ils savent bien que c'est mon objectif et j'ai même l'intention de terminer ce travail avant l'élection présidentielle. »

« Dans ce cas, il n'y a pas de problème. Au ministère des Finances, comme toutes les directions, celle des prix a un état-major très compétent, créatif, loyal vis-à-vis du ministre. Vous allez lui demander de vous proposer le programme de libération, par étapes, pour éviter de trop fortes hausses. Il va vous faire une note pour vous le déconseiller mais en proposant le programme demandé. Vous pourrez le modifier autant que vous le souhaitez. Vous ferez approuver votre programme par l'Élysée et Matignon pour être libre ensuite dans l'exécution. Ça ne va pas être facile parce que l'inflation provoquée par le choc pétrolier de fin 1973 est encore vive : quoi que vous fassiez, la hausse des prix va être importante et c'est à vous qu'elle sera reprochée par l'opinion publique, les médias, le monde politique. »

« Je sais bien, conclut René Monory. Mais cette libération est vitale pour les entreprises, quelle que soit leur taille. Je suis déterminé. »

Avec un grand sourire, il conclut. « Nous allons pouvoir travailler ensemble. Mais avez-vous vous-même une idée que vous aimeriez réaliser pendant mon mandat ? »

« J'ai été rapporteur d'une commission pour la modernisation du marché des actions, et j'ai eu une idée qui s'était heurtée à l'opposition de la direction des Impôts : offrir aux Français la possibilité de constituer un petit portefeuille d'actions en déduisant les sommes épargnées de leur revenu imposable ». « C'est une très bonne idée. Cela va développer l'actionnariat populaire », dit immédiatement René Monory. « Nous allons faire cela aussi. »

Nous passons ensuite à la composition du cabinet limité à une dizaine de personnes. René Monory vient avec son attaché parlementaire, Jean-Claude Lenoir, qui est hors quota et quatre collaborateurs fonctionnels qui étaient avec lui à l'Industrie ; Jean-Jacques Bonnaud, son directeur qui devient chargé de mission politique, Nicole Grisoni pour la communication, Thierry Desmarest pour l'industrie, François Léon comme chef de cabinet. Aux finances, nous choisissons Renaud Lambert, de l'état-major des prix, Pierre Leroux pour les questions économiques, Marthe Parent, puis Jacques-Henri David pour les questions internationales, René-Paul Rigaud pour le Trésor, Jean-Claude Trichet puis Philippe Jaffré pour les entreprises en difficulté. Roda Kornblum nous rejoint plus tard pour les relations avec les associations de consommateurs et Anne Pesant assure son secrétariat. Jacques-Henri David me succède en 1980 comme directeur de cabinet lorsque je deviens chef de service au Trésor, tout en restant au cabinet chargé de mission auprès de lui. Autant de personnes d'une qualité exceptionnelle comme le démontrera leur avenir.

Elles constituent immédiatement une véritable équipe, compétente, efficace, soudée, dévouée et heureuse d'être au service de René Monory. Celui-ci en invite quelques-uns à Loudun. Certains feront ensuite des voyages ensemble. On se mobilisera pour l'aider à préparer une émission de télévision lorsqu'il deviendra président du Sénat.

La libération des prix n'a pas été une mince affaire. Sans la détermination de René Monory, on n'aurait jamais réussi. Le programme arrêté avec l'accord du Premier ministre est naturellement étalé sur plus de deux ans. La première étape est la libération des prix industriels. Celle progressive des services vient après. Et le programme doit s'achever avec la libération des prix alimentaires, la plus délicate

politiquement qui reste pour certains fixés par l'administration. Très vite, celle-ci saisit le cabinet d'une proposition de hausse du prix de la baguette. Elle propose une augmentation raisonnable, et cohérente avec le niveau de l'inflation. Les boulangers la jugent insuffisante. La direction des prix augmente un peu sa proposition. La fédération demande un rendez-vous au cabinet. Le ministre estime qu'il faut tenir bon puisque c'est le programme. Je reçois le président de la Fédération, René Bernasconi pour lui expliquer. Il connaît très bien le ministre et souhaite que celui-ci le reçoive. Nous passons tous deux dans le bureau de René Monory, connexe au mien. Nous résumons notre négociation. Le ministre conclut qu'il faut s'en tenir là. René Bernasconi dit alors : « *J'ai une idée. Je comprends qu'il est difficile pour l'État de décider une augmentation plus importante. Nous pourrions faire les choses différemment. Je fais une circulaire aux boulangers pour qu'ils procèdent tous à la même augmentation, celle que je viens de proposer et cela règle le problème de responsabilité. Et, ajoute-t-il, je vous garantis que tous les boulangers appliqueront ma proposition sans hésiter.* »

Le ministre, d'ordinaire vraiment affable, est scandalisé. « *Vous me proposez de remplacer le contrôle des prix de l'administration par un contrôle des prix par la profession. Il ne peut en être question. Si vous faites une circulaire, je vous ferai condamner par les tribunaux pour organisation d'entente. Ce n'est pas ça la liberté des prix.* »

« *Mais, déclare Monsieur Bernasconi, les boulangers sont des artisans. Ils n'ont pas de moyens sophistiqués de calcul des prix. Ils sont, pour la plupart, incapables de fixer le prix de leur baguette. C'est la mission de l'organisation professionnelle de les aider.* »

« *Non, insiste le ministre. La liberté, c'est la concurrence et c'est pour elle que je me bats. Nous allons la donner aux boulangers. Je vais libérer le prix du pain et j'interdis à votre organisation professionnelle de faire quelque recommandation que ce soit à ce sujet.* »

« *Dans ces conditions, dit Monsieur Bernasconi, je préférerais que vous mainteniez le contrôle et nous*

appliquerons le prix fixé par l'administration. »

« *C'est trop tard* », explique le ministre. « *Je vais libérer le prix du pain* ». Monsieur Bernasconi proteste contre cette décision auprès de ses interlocuteurs à Matignon et à l'Élysée qui m'appellent pour revenir au contrôle. Je leur explique qu'il n'en est pas question compte tenu de l'engagement du ministre.

Dès qu'elle est connue, la décision est critiquée par une bonne partie des parlementaires (y compris la majorité) et presque toute la presse. Un journal du soir choisit pour commentaire : « *Le shérif de Loudun libère un prix sous contrôle depuis Marie Antoinette : le prix du pain.* »

Mais, dans le même temps, la concurrence se déclenche. Certains des boulangers fixent un prix original. Je dois demander au directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur de faire protéger par le préfet du Var la boutique d'un boulanger qui vend sa baguette à un prix cassé contre une manifestation de ses collègues furieux. Et puis certains entrepreneurs viennent nous dire qu'ils réfléchissent à la fabrication d'un pain industriel qu'ils pensent pouvoir proposer à un prix rentable et compétitif.

Après cet incident, nous exécutons le programme de libération dans l'ordre prévu au départ. Pour faire jouer la concurrence, nous mettons en place des aides aux associations de consommateurs et surtout nous renforçons la réglementation de la concurrence. La hausse des prix est considérable. Mais René Monory tient bon. Certains artisans, certains petits commerçants prennent l'habitude de calculer prix de revient et prix de vente, comme le font les entreprises.

C'est en décembre 1980 que j'appelle René Monory au téléphone pour lui annoncer que la direction des prix vient de libérer le prix du dernier produit encore sous contrôle au titre des ordonnances de 1945 : le prix du petit noir au zinc des bistros. Avant les élections, comme le ministre s'y est engagé.

Tout cela n'a vraiment pas été facile pour lui. En effet, la révolution iranienne déclenche en 1979-80 le deuxième choc pétrolier qui triple à nouveau les prix qui avaient déjà plus que triplé en 1973-74. Le gouvernement doit faire face à une flambée des prix comparable à celle du premier choc. Dès son arrivée, le gouvernement de Pierre Mauroy rétablira le contrôle des prix. En juin 1982, il décidera même un blocage général des prix et des salaires. Mais la leçon de René Monory a servi. En 1986, après une nouvelle alternance, son successeur, Édouard Balladur, décide l'abrogation des ordonnances de 1945. Depuis, plus personne n'a songé à rétablir le contrôle des prix.

Quelques autres souvenirs : René Monory est un ministre heureux. Son nom est populaire par la décision de permettre à chaque Français de réduire, de son revenu imposable, 5 000 francs d'achats d'actions. C'est la création des SICAV Monory qui provoque l'envol de l'actionnariat populaire. L'Européen, qu'il est, est fier d'être le ministre des Finances de la création du Système monétaire européen en 1978 : c'est pour préserver cet acquis que Pierre Mauroy prendra le tournant de la politique de rigueur de 1983. Il est fier aussi d'être élu par ses homologues président du Comité intérimaire du Fonds monétaire international à l'occasion d'une assemblée générale à Washington.

J'ai eu avec René Monory une relation d'une qualité rare. J'ai eu pour lui une grande admiration et une réelle affection. Nous avons vécu pendant deux ans en symbiose. C'est lui qui m'a donné l'habitude de commencer mes journées de travail à 7h45 pour être prêt à petit-déjeuner à 8 heures, ce que le garagiste qu'il était avait coutume de faire. Nous le prenions presque toujours ensemble, seuls ou avec des visiteurs. Lorsqu'il était président du Sénat, il a été à l'origine d'une proposition qui m'a été faite d'être ministre des Finances à un moment où le gouvernement cherchait un chef d'entreprise. J'ai décliné, en partie parce que je suis venu le rejoindre deux fois un dimanche dans ses promenades à Loudun, pour avoir le temps de longues discussions avec lui sur des sujets assez complexes. J'ai découvert, en l'écoutant dialoguer avec ceux qui l'interpellaient, la qualité de ses relations avec ses électeurs auxquels il consacrait tous ses week-ends, ainsi que le niveau et la nature de l'engagement que s'impose un grand responsable politique.

Comme tous les témoignages de cette journée l'ont montré, René Monory a vraiment été l'un des plus grands réformateurs et l'un des plus remarquables hommes politiques de son temps

Jean-Jacques BONNAUD

ancien président du groupe GAN-CIC

ancien directeur de cabinet du ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat

René Monory devient ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat en avril 1977, après des élections cantonales et municipales défavorables à la majorité.

Il m'appelle en sortant du bureau de Raymond Barre, pour m'informer qu'il vient de refuser le portefeuille de la Santé, qu'il a accepté celui de l'Industrie sans la Recherche, mais avec le Commerce et l'Artisanat, m'annonce que Jean Lecanuet dont j'étais directeur de cabinet, ne reste pas au gouvernement et me propose, de ce fait, la direction de son cabinet. Je l'avais rencontré dans ses précédentes fonctions de Rapporteur général du Budget au Sénat, où j'étais allé lui demander un peu d'aide pour le budget de la DATAR et où il m'avait bien doté à partir de la réserve parlementaire, pour étoffer fortement le financement de « contrats de pays » servant à mutualiser des équipements collectifs entre une dizaine de villes. J'accours au Sénat et après accord de principe, il me dit : « je suis chef d'entreprise, j'embauche à 7h30 le matin et donc je vous demande de venir tous les matins avec vos dossiers à 7h30. À 8h30, je vous laisse la conduite de la boutique et moi je fais de la politique, je reçois, et reste à votre disposition en cas de problème ». Telles furent les bases de notre collaboration et d'une amitié qui ne s'est jamais démentie.

La période était historiquement difficile car en 1975 et 1976, le gouvernement avait sous-estimé les conséquences de long terme du choc pétrolier de 1973, pourtant largement soulignées par un rapport du commissaire au Plan avec l'appui de l'INSEE, du ministère des Finances et la consultation d'une cinquantaine

de grandes entreprises, élaboré à la demande de Pierre Messmer dès janvier 1974. Il avait réagi comme devant un choc conjoncturel par une politique de relance par la demande, celle des dépenses d'infrastructure, des mesures de soutien au pouvoir d'achat et l'encouragement aux hausses de salaires ainsi qu'aux subventions aux entreprises en difficulté pour préserver l'emploi, devenu implicitement la priorité. Cela alors que le VI^{ème} Plan, basé sur la reprise internationale des années 1970 et son rapport d'adaptation (remis en mars 1974) mettaient l'accent sur la compétitivité, le soutien à la montée en gamme des productions industrielles et à l'innovation.

Ces deux années, que des historiens n'hésitent pas à qualifier de « funestes » et qui s'étaient soldées par un énorme déficit de la balance commerciale industrielle et une sortie du franc du Serpent monétaire européen en mars 1976 - amplifiant encore l'inflation importée - avaient donné lieu dès septembre 1976 à un « Plan de redressement » présenté par Raymond Barre, tendant à freiner l'inflation à deux chiffres, revenir à l'équilibre des finances publiques et bloquer les prix pendant trois mois, cette dernière mesure prise à regret par Barre, sans pouvoir malheureusement inverser la tendance antérieure à transférer sur les entreprises le poids de la nouvelle mondialisation, au détriment des équilibres extérieurs.

L'héritage ministériel était donc limité en taille (sans les télécoms, les transports, ni les industries agricoles et alimentaires) mais solidement articulé sur la mise en œuvre de

l'accélération du Programme nucléaire décidée lors d'un Conseil de planification de janvier 1975 et une réorganisation du ministère engagée par Michel d'Ornano et basée sur une trilogie de services regroupés entre une Délégation générale à l'Énergie (Paul Mentré), une Direction générale de l'Industrie (Hughes de l'Estoile), chargée d'animer une dynamique politique de redéploiement industriel fondée sur une série de « plans sectoriels » et une internationalisation plus poussée des entreprises, une Direction des Mines (François de Wissocq), une Direction des affaires générales (Jean-Pierre Puissochet), ainsi qu'une délégation aux PMI (Jacques Oudin) et un solide service d'information (Françoise Monard). René Monory se battit ensuite pour obtenir autorité sur la direction des Industries agricoles et alimentaires dont il attendait beaucoup pour notre balance extérieure, et qu'il souhaitait dynamiser grâce à une future banalisation du Crédit Agricole, qu'il réalisa une fois aux Finances et élargit les compétences de la Direction des Mines aux matières premières critiques, dont il mit en place un système de stockage.

L'année passée à la tête du ministère a permis à René Monory d'affirmer son autorité, d'élargir sa notoriété encore limitée aux milieux parlementaires et à sa région et de donner des signaux forts à ses services, aux médias et au monde de l'entreprise, qui lui ont permis de créer entre lui et le Premier ministre un socle de confiance, base de sa promotion au remaniement d'avril 1978 au poste de ministre de l'Économie, abandonné par Raymond Barre.

Je voudrais rappeler ici les noms des membres du cabinet, communs au ministre et aux deux secrétaires d'État, chargés de l'assister (André Rossinot et Antoine Rufenacht) : Jean-François Akar, Thierry Desmarest, Christian Gobert, Pierre Gadonneix, Nicole Grisoni (communication), Claude Kornblum, François

Léon (chef de Cabinet), Didier Maus, Barthélémy Raynaud, Jean-Jacques Sussel, ainsi que Pierre Magnant et Jean-Martin Folz (pour les deux secrétaires d'État), sans oublier Anne Pezant, son efficace secrétaire. Les relations avec les cabinets de Maignon (Albert Costa de Beauregard) et de l'Élysée (François de Combret) furent fluides et excellentes.

Je vais me limiter ensuite à quelques indications marquantes de la politique de René Monory. Dans ce climat de difficultés industrielles et de restructurations difficiles (je citerai Lip et Manufrance, mais aussi les premières restructurations dans la sidérurgie, le textile, le papier, la machine-outil, l'électroménager, etc.), René Monory a su prendre et faire connaître certaines décisions symboliques ou spectaculaires et imprimer à l'ensemble de la politique industrielle, une marque de chef d'entreprise acquis à la prise de risque et adversaire des rentes de situation, des aides à des entreprises qu'on qualifierait aujourd'hui de « zombies » et d'une manière générale à ce qu'il appelait la « suradministration » de notre économie.

En résumé, René Monory imprima avec force sa vision du passage d'un capitalisme administré à un capitalisme entrepreneurial dont les jalons seraient posés par briques successives (l'une d'entre elles ayant été un débat houleux avec les membres de l'association Ethic, présidée par Yvon Gattaz que René Monory appréciait beaucoup). Il garda aussi de bonnes relations avec le CNPF, ce qui ne l'empêcha pas plus tard, devenu ministre de l'Économie d'imposer son programme de libération rapide des prix industriels à un patronat dont plusieurs fédérations puissantes avaient en tête une libération lente, et lourdement encadrée par toute une batterie de critères ; j'ai le souvenir d'avoir assisté à une réunion orageuse entre le ministre et le président du CNPF -François

Ceyrac- en tête-à-tête, rue de Rivoli, se terminant par un définitif « *je veux signer chaque samedi matin 50 lignes de prix à libérer* » (sur environ 350 positions concernant l'industrie). René Monory me chargea ensuite de faire un tour des préfectures de Région pour expliquer aux organisations professionnelles que la libération des prix n'était pas une autorisation systématique de les augmenter mais qu'elle avait pour contrepartie une réelle concurrence et une sérieuse révision du management.

Ainsi de sa décision de supprimer les droits d'exclusivité territoriale aux concessionnaires automobiles et de machines agricoles, son propre domaine professionnel ! sa bataille remportée avec l'appui de Raymond Barre pour obtenir la libération des prix du secteur de l'horlogerie, petit secteur mais décision appréciée du monde industriel comme annonciatrice d'une évolution prometteuse. Je rappellerai aussi sa volonté de pédagogie et son engagement personnel avec l'appui de Marcel Boiteux, victime peu avant d'un plastilage, dans la réaction aux incidents qui avaient provoqué la mort d'un manifestant sur le site nucléaire de Creys-Malville, le tout pour éviter un moratoire sur le programme nucléaire. Il avait travaillé et réussi une grande émission de télévision avec plusieurs contradicteurs, qui avait fait comprendre à l'opinion qu'une centrale ne peut devenir une bombe, mais que des incidents (tels qu'ils avaient pu être analysés sur l'exemple américain de Three Mile Island, aux États-Unis) devaient être traités par un important service de sécurité nucléaire dont le ministère avait monté une base crédible et indépendante, avec EDF et le CEA. Il commençait à songer aux avantages d'une implantation d'une centrale à Civaux.

Il avait aussi beaucoup travaillé à un sommet franco-allemand sur l'Espace pour obtenir de son homologue allemand une participation au programme français de lanceurs, dégageant

ainsi des ressources pour investir dans les satellites de communication.

Plus folklorique mais bien dans son caractère de sportif curieux de technologies avancées, l'épisode de sa descente en bathyscaphe de l'IFREMER, dont il avait la tutelle, à 500 mètres sous la mer... peu appréciée de Matignon me souvient-il.

La litanie des affaires en difficulté avait montré à René Monory, d'une part que les entreprises étaient pénalisées dans leurs investissements par le contrôle des prix, leur insuffisante internationalisation et la faiblesse de leur recherche appliquée, d'autre part que ses possibilités d'action étaient limitées et que les plus puissants leviers de politique industrielle étaient rue de Rivoli. Dès avant les résultats des élections législatives de 1978, il avait remis à Raymond Barre trois notes confidentielles sur la nécessaire libération des prix industriels mais aussi des services ensuite, sur la réorientation de l'épargne non plus prioritairement vers l'agriculture et le logement, mais vers la bourse et les augmentations de capital des entreprises, et aussi sur les grands traits d'un ministère élargi du type du MITI japonais associant les compétences publiques en matière industrielle, de commerce extérieur et de financement.

Mais au-delà de son action ministérielle ? Je voudrais rappeler des épisodes moins connus.

Ainsi, grâce à l'utilisation de ses bonnes relations en Afrique à travers notamment la Fédération des villes jumelées : il m'avait, par exemple associé à un déjeuner informel avec l'ambassadeur d'Algérie dans un petit restaurant et l'ambassadeur en avait profité pour écrire sur la nappe en papier (que j'avais ensuite découpée soigneusement pour la remettre à mon ministre) un schéma de tracés d'oueds empruntés par les Sahraouis, que les Algériens souhaitaient faire échapper aux

poursuite des Mirage français basés au Maroc. Peu après, j'accompagnai mon ministre à Rabat sous prétexte de discussions sur l'extraction possible d'uranium des phosphates locaux, mais je me souviens l'avoir accompagné dans l'antichambre du chef du cabinet royal de l'époque, Driss Slaoui.

Ainsi également, ses nombreuses discussions dans les jardins du ministère et dans des petits déjeuners auxquels j'étais souvent convié sur les contours et les programmes de la future UDF avec Pierre Weill de la SOFRES et Alain Lancelot, professeur à Sciences Po.

Je mentionnerai enfin, sa grande exigence quant au comportement de son cabinet à l'égard des élus locaux ainsi que son désir de maintenir au sein du cabinet une ambiance amicale qui l'avait conduit à nous recevoir tous avec nos familles à Beaurepaire, où les enfants pouvaient pêcher dans un petit lac et les adultes se faire écraser au ping-pong, sans compter sa fidélité que j'ai pu apprécier ensuite notamment par ses invitations régulières à la chasse avec ses amis de Loudun.

Jean-Louis HÉRIN

Secrétaire général honoraire du Sénat

LES PIEDS ANCRÉS DANS LE BICAMÉRISME ET L'AVENIR DU SÉNAT POUR HORIZON

Merci de donner la parole à un ancien fonctionnaire parlementaire qui a eu l'honneur et le plaisir d'exercer ses fonctions à la commission des Lois, puis à la direction de la Séance sous le regard exigeant, attentif et toujours bienveillant du président Monory, un homme d'émotion aussi, Jean-Dominique Giuliani peut en témoigner.

Croyez que je suis très touché de pouvoir participer à l'hommage à un président du Sénat qui a beaucoup fait pour normaliser, ouvrir et dynamiser notre fonction publique, tout en sauvegardant son autonomie et sa spécificité.

Les fonctionnaires du Sénat lui doivent la pérennisation de leur statut.

A titre personnel, je lui dois aussi beaucoup et pas seulement sur le plan de ma carrière.

Permettez-moi aussi d'associer à cet hommage la mémoire du sénateur Pierre Fauchon, qui l'admirait aussi !

Les six années de Plateau du président Monory, je les évoquerai en deux parties reprenant le diptyque de l'intitulé de notre colloque :

Première partie :

I - Les pieds ancrés dans le bicamérisme

Pour un bicamérisme équilibré, voire même quasi égalitaire, garant des bonnes lois « *Deux assemblées font mieux la loi qu'une seule* ».

Nul besoin ici de rappeler le bicaméralisme militant du président Monory « *Le Sénat est un pilier de la République* », avait-il coutume de proclamer.

Comme vous le savez, le bicamérisme est à géométrie variable, il varie selon les trois

majorités, présidentielle, législative et sénatoriale.

A cet égard le président Monory a connu les quatre cas de figure possibles :

1992-1993 : la cohabitation avec un président de la République et une Assemblée nationale de gauche

Pour les premiers pas de sa présidence, en 1992, le président évite l'écueil de l'opposition systématique et préserve le dialogue bicaméral grâce à une bonne entente avec le Premier ministre, Pierre Bérégovoy, ancien ministre de l'Économie comme lui, cela aide.

1993-1995 : les majorités sénatoriale et gouvernementale concordent avec un président de la République dans l'opposition.

Avec le gouvernement Balladur, le Sénat n'est plus seulement un contrepouvoir et redevient un pouvoir de plein exercice, toutes les lois sont adoptées par accord entre les deux assemblées, c'est le Sénat qui a le dernier mot et le président cherche à promouvoir l'initiative sénatoriale.

Un exemple : la loi sénatoriale sur la réforme de la procédure pénale, le garde des Sceaux de l'époque, Pierre Méhaignerie s'en souvient sans doute. Il plaide aussi pour plus de textes déposés en premier au Sénat, notamment ceux intéressant les collectivités territoriales.

Cette transformation du Sénat a même été complimentée par le journal *Le Monde* (24 novembre 1994), pourtant peu soupçonnable de complaisance, avec un article intitulé « *L'embellie du Sénat* », le Sénat étant regardé

comme « La Chambre du bon sens ». Qui dit mieux ?

Un seul incident à noter lors de la révision de la loi Falloux : le 14 décembre 1994, les sénateurs socialistes assiègent la tribune de l'orateur pour tenter d'empêcher le ministre François Bayrou de parler. Le président Monory évite le pire mais suscite les critiques de Raymond Barre, Jacques Chirac et de Philippe Séguin son *alter ego*. Il clôt le débat à sa manière « *Quand on me cherche on me trouve...* » était contre le texte... Face à Séguin, il déclare : « *Je suis très content d'être président du Sénat. Je n'ai pas d'autre ambition que de voir le Sénat réussir* ». Le futur candidat Jacques Chirac a entendu le message.

1995-1997 : l'alignement des planètes avec une équivalence des trois majorités

A partir de l'élection présidentielle de mai 1995 jusqu'en juin 1997, c'est la lune de miel entre l'Exécutif et le Sénat, l'Assemblée nationale retient 89 % des amendements du Sénat et un unique « dernier mot » pour les députés.

Pour les premières lois sur la bioéthique, le président Monory parle même d'un « bicamérisme parfait », c'est dire.

En cas de concordance des majorités, le président Monory garde sa liberté de ton, mais le plus difficile est de trouver le juste milieu entre l'opposition systématique et l'approbation inconditionnelle, le Sénat est par vocation institutionnelle, centriste.

Avec Philippe Séguin, il se dit favorable à la session unique de neuf mois sous la condition d'améliorer le rythme et les conditions du travail parlementaire, moins de séances de nuit, une semaine recentrée sur trois jours pour permettre le cumul des mandats, moins de déclarations d'urgence, autant d'objectifs qu'il réussit à faire prévaloir avec même la suspension d'une déclaration d'urgence pour une loi de sécurité et deux fois moins de travaux nocturnes.

Pour l'une des innovations les plus importantes de la révision de 1995, la séance mensuelle réservée aux initiatives parlementaires, les deux présidents ont conclu par deux lettres du 6 décembre 1995 et du 26 janvier 1996, un *gentlemen's agreement* pour poser le principe de la poursuite de la navette sur les propositions de loi des sénateurs et des députés.

1997-1998 : la cohabitation avec la « majorité plurielle » sous l'arbitrage de Jacques Chirac, qu'il avait soutenu de lors de la campagne présidentielle et avec qui il avait des relations chaleureuses.

C'est le retour des « derniers mots » mais le président maintient le cap du dialogue pour préserver l'influence du Sénat : le CAC 40 retombe à 77%, il y a pire.

Pour la défense du Sénat

A chaque président du Sénat son épreuve. Ce fut le référendum sénaticide de 1969 pour Alain Poher. Pour René Monory, ce fut l'anathème de « l'anomalie » sinon du Sénat, du moins de son mode de scrutin, stigmatisée par Lionel Jospin.

Comme son prédécesseur, René Monory prend son bâton de pèlerin médiatique et fait réaliser un sondage plutôt favorable au Sénat.

Parallèlement, il fait publier un document de communication sur le Sénat, un bréviaire que chaque fonctionnaire parlementaire devrait lire lors de son entrée en fonction

L'intitulé parle de lui-même : « A quoi sert le Sénat ? » C'est la question ontologique que se pose toute seconde chambre, obligée de sur-démontrer son utilité, sa nécessité pour assurer la double représentation du citoyen, démographique et territoriale.

Une plaquette qui se termine par le plus beau credo bicaméral que je connaisse :

« *Deux chambres, c'est deux chances pour les libertés* ».

Seconde partie :
L'avenir du Sénat pour horizon

Pour un Sénat modernisé

Pour René Monory, la modernité du Sénat passe par ce que l'on appelait autrefois les nouvelles technologies de l'information et de communication (NTIC). Un service de l'informatique et du développement technologique est créé, chaque administrateur se voit attribuer un portable dès 1994 !

On passe du chemin vicinal aux autoroutes de l'information.

On passe de Sénatél sur Minitel au site du Sénat créé en 1995 ; le premier et le meilleur des sites institutionnels, qui a d'ailleurs été primé. Un véritable instrument de communication interne et de communication extérieure. Le président Monory me demande d'informatiser la procédure législative, de la numériser c'est la base AMELI !

On abandonne le ciseau, le pot de colle et l'agrafeuse.

Avec AMELI, tous ceux qui s'intéressent aux travaux législatifs peuvent suivre en direct le dossier de séance pas-à-pas. Une idée d'avenir, une belle anticipation car comment aujourd'hui pourrait-on faire avec l'afflux de milliers d'amendements ? Merci, président Monory, d'avoir forcé la main à certains d'entre nous !!! Mais la présidence Monory ce n'est pas seulement le numérique...

À la recherche d'un nouveau rôle pour l'institution sénatoriale

Une évidence pour le président Monory, la marque de fabrique du Sénat, c'est la qualité de la loi.

Pour autant le Sénat ne doit pas se focaliser sur la confection de la loi car il a toujours estimé, à l'instar de Pierre Mazeaud « trop de lois tue la loi » et « nuit à la solennité de l'acte législatif ». Il faut moins de lois, répétait-il rappelant que,

ministre, il avait prôné la sobriété législative. Moins de lois fourre-tout, genre « portant diverses dispositions d'ordre économique, social ou financier ». Moins de « lois d'orientation » qui, faute de ressources suffisantes, renvoient le poids des décisions sur l'avenir (Le Monde, 1^{er} juin 1994)

Le président Monory insistait sur la nécessité du temps de la réflexion avant de se lancer dans l'examen d'un texte, comme cela a été le cas pour le développement du territoire, l'une de ses priorités, qui a donné lieu à une mission d'information, à un colloque et à une consultation des élus, un modèle du genre.

Moins et mieux légiférer c'est aussi pour plus contrôler.

Le Rapporteur général de la commission des Finances qu'il avait été savait toute l'importance du contrôle budgétaire. Il fallait aussi tirer le meilleur profit de la session unique qui permettait un contrôle pendant neuf mois - au lieu de six mois - précédemment. Sans oublier le contrôle de l'application des lois initié par le président Poher en 1972 et informatisé depuis. Le président Monory préconise un contrôle renforcé de la Sécurité sociale qui verra le jour avec les lois de financement de la Sécurité sociale.

Mais pour le président Monory, le Sénat ne devait pas se limiter au contrôle du Gouvernement ; il n'a plus seulement à gérer le présent. A lui de débattre sur tout sujet avec le cap fixé sur l'avenir. Et le président de marteler sans cesse l'importance de la prospective. Il avait l'obsession de l'avenir, avec la conviction que les sénateurs, moins soumis à la pression de l'instant politique pouvaient mieux labourer le futur. Comme il l'écrivait dans « Des Clefs pour le futur » : « *Le politique doit avoir les pieds fichés dans la terre et le regard fixé sur l'horizon... C'est aussi sentir les évolutions telluriques de la société pour les devancer, les anticiper et les inventer.* »

Colloque en hommage à René Monory

« Les pieds ancrés dans la terre, l'avenir pour horizon » - Leçons pour aujourd'hui
Salons de Boffrand de la Présidence du Sénat – Paris, 8 juin 2023

Chacune de ses allocutions comprenait deux parties :

- la première plus classique sur le thème « on a beaucoup et bien travaillé »,
- la seconde plus originale sur les défis du futur : l'emploi, la formation, la mondialisation, les libertés locales, l'intercommunalité.

Le nouveau Sénat c'est aussi le développement de l'international avec la création d'un service des relations internationales, pour mieux comprendre le monde comme en témoignent la réception du chancelier allemand Helmut Kohl au Sénat (le 13 octobre 1993), une première parlementaire, ou l'accueil officiel des exécutifs ou des parlementaires à la Présidence, devenue le point de passage obligé de toute visite d'État. Il faut aussi rappeler les rencontres avec Bill Gates et Andy Grove.

Pour l'assister, le président Monory constitue un cabinet quasi ministériel.

Le président Monory c'était aussi un homme de communication soucieux d'ouverture vers les citoyens et les élus.

Plusieurs initiatives d'importance :

- un plan de communication
- l'édition d'un CD ROM et d'un ouvrage « Pour mieux connaître le Sénat » - la diffusion, en fin de session à plus de 40 000 élus locaux et de 8 000 leaders d'opinion politique, d'un magazine sur les travaux du Sénat
- la mise en place d'une exposition itinérante *Média Sénat*, une exposition inaugurée par

Jacques Chirac, qui permettait au visiteur de participer par un jeu interactif à l'élaboration de la loi

Enfin, le président Monory met en place La Chaîne Parlementaire, qui deviendra plus tard Public Sénat.

Mais le plus important, ce sont les six années de sa présidence active énergique et volontariste, car, à mes yeux de fonctionnaire, il a contribué à moderniser le fonctionnement de notre grande maison, à nous moderniser.

Comme l'a dit Gérard Larcher, René Monory a su « faire entrer le Sénat dans le XXI^{ème} siècle ». Nul doute qu'il a été « un président visionnaire », avec le souci commun à tous les présidents de respecter le meilleur équilibre entre tradition et modernité.

Tradition et modernité, c'est la continuité institutionnelle du Sénat.

Pour finir, je voudrais vous faire part du message de Madame Hélène Luc, en son temps présidente du groupe communiste du Sénat, qui n'a pu rester parmi nous. Elle souhaitait nous rappeler que, le 8 mars 1998, le président Monory avait invité à déjeuner les huit femmes sénateurs, huit à l'époque, et avait accepté de constituer une commission sur « la place des femmes dans la vie publique ».

Le président René Monory était bien l'homme de toutes les modernités.

RENÉ MONORY

1923-2009

BIOGRAPHIE

Maire de Loudun de 1959 à 1999

Elu Sénateur de la Vienne en 1968

Président du Conseil général de la Vienne de 1977 à 2004

Ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat de 1977 à 1978

Ministre de l'économie de 1978 à 1981

Président du Comité intérimaire du Fonds Monétaire International de 1980 à 1981

Président du Conseil régional Poitou-Charentes de 1985 à 1986

Ministre de l'éducation nationale de 1986 à 1988

Président du Sénat de 1992 à 1998

Créateur du [Futuroscope](#), parc européen de l'image en 1987

Co-fondateur de la [Fondation Robert Schuman](#) en 1991

Co-fondateur de la [Fondation Prospective et Innovation](#) en 1989

BIBLIOGRAPHIE

[Combat pour le bon sens](#)

Éditions Albin Michel -1982

[Des Clefs pour le Futur](#)

Les Éditions du Futuroscope -1995

[La volonté d'agir](#)

Éditions Odile Jacob - 2004

FILMOGRAPHIE

Soyez réalistes, demandez l'impossible

Film réalisé par Tristan Guerlotti - Gildas Nivet - Michèle Monory

Narrateur : Bernard Pinet

Grenouilles Productions - Production Le Parc du Futuroscope – 2023

<https://vimeo.com/830545399> (Accès : grenouillesproductions)

René Monory, le mécanicien devenu président du Sénat

de Pierre Bonte-Joseph

Public Sénat 2023

<https://www.publicsenat.fr/replay>

Rubrique Documentaires – Société 21/07/2023

Colloque en hommage à René Monory

« Les pieds ancrés dans la terre, l'avenir pour horizon » - Leçons pour aujourd'hui

Salons de Boffrand de la Présidence du Sénat – Paris, 8 juin 2023

J'aimerais, si mes mots y parviennent,
transmettre à mon tour à quelques jeunes intrépides,
l'envie de descendre dans l'arène publique,
j'aimerais leur dire : allez-y, imposez votre regard, votre sang, votre rêve,
soyez enthousiastes, têtus, opiniâtres, ayez des convictions et faites leur confiance,
mais surtout, n'aimez pas trop le pouvoir.
Je ne crois pas aux héritiers, mais aux hommes qui s'inventent.

René Monory

**FONDATION ROBERT
SCHUMAN**

203 bis boulevard Saint-Germain

F - 75007 PARIS

www.robert-schuman.eu